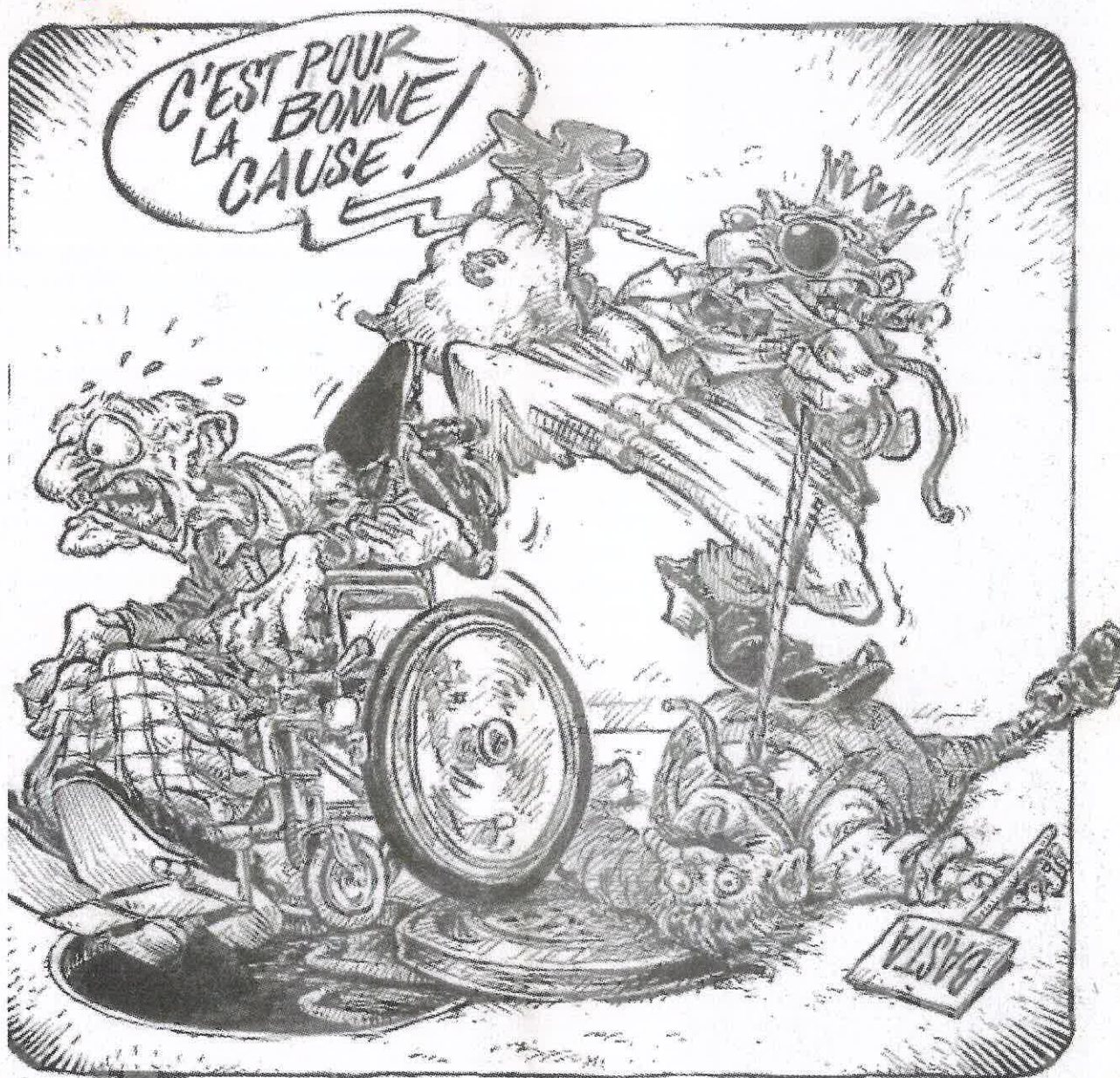


# LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

LA LETTRE DU C.O.E.S ISSN 1243-0009 - CPPAP 72171

NOUS NE TRAVAILLERONS PAS LE LUNDI DE PENTECÔTE



CINÉMA UTOPIA : QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE UN PATRON DE "GÔCHE" ET UN PATRON ? \_UN CINÉPHILE AVERTI EN VAUT DEUX \_MIRAIL : MON QUARTIER À L'HEURE DU MARÉCHAL \_"ENVOI". C'EST PARTI! TRAVAILLEURS SOCIAUX : DES PRÉCAIRES AU SERVICE DE LA PRÉCARITÉ \_EXCLUS ÉCONOMIQUES ET PRÉCAIRES. VOTRE SITUATION M'INTÉRESSE... \_NORMALISATION ET DIVISION \_SOVERAIN MÉPRIS \_UNE PRISON. ÇA RAPPORTE ÉNORMÉMENT \_VOYAGE D'UN OUVRIER AU PAYS DE LA GÉNÉTIQUE MOLÉCULAIRE \_LE DROIT À LA MORT \_QUANDS LES REVENDICATIONS "FÉMINISTES" SE RÉDUISENT À CELLE D'UNE "LOI-CADRE" \_...

N° 90 - AVRIL - MAI 2005 - 1,5 EUROS

## LA LETTRE DU C.D.E.S

BULLETIN DU RÉSEAU  
LE COMBAT SYNDICALISTE  
BIMESTRIEL DE L'UNION RÉGIONALE  
MIDI-PYRÉNÉES DE LA CNT-AIT

### ABONNEMENT UN AN

TARIF NORMAL :

7.5 EUROS

ABONNEMENT DE SOUTIEN :

15 EUROS OU PLUS

LIBELLES VOS CHÈQUES À L'ORDRE DE :

COES. CCP 3 087 21 H TOULOUSE

ET ENVOYEZ-LES À L'ADRESSE CI-DESSOUS

### POUR CONTACTER LE JOURNAL LE COMBAT SYNDICALISTE

7, RUE ST-RÉMÉSY

31000 TOULOUSE

TÉL./FAX : 05 61 52 86 48

### LES ARTICLES EN LIGNE

SUR LE SITE DE LA CNT-AIT DE PARIS -NORD :

[HTTP://CNT-AIT.INFO](http://CNT-AIT.INFO)

### SECRÉTARIAT RÉGIONAL

CNT-AIT. B.P. 158

82001 MONTAUBAN CEDEX

### AUTRES ADRESSES

SECRÉTARIAT DE L'AIT

AIT. NSF 80KS 1977. VIKA. N-0121 OSLO.  
NORVÈGE.

UR AQUITAINE : CNT-AIT. BP 8176. 64181 BAYONNE CEDEX.

UR MÉDITERRANÉE : CNT-AIT. VIEILLE BOURSE DU

TRAVAIL. 13 RUE DE L'ACADÉMIE. 13001 MARSEILLE. UR

NORMANDIE : CNT. BP 2010. 14019 CEN CEDEX. UR PARIS-

NORD : CNT. BP 352. 75526 PARIS CDX 11. RHÔNES-ALPES :

CNT. BP 223. 38405 ST MARTIN D'HÈRES CEDEX.

[HTTP : WWW.CNT-AIT-FR.ORG](http://WWW.CNT-AIT-FR.ORG)

### LA LETTRE DU C.D.E.S

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

DIRECTEUR J. PASTOR IMP.SPE CNT-AIT

Le Combat Syndicaliste est rédigé, réalisé et imprimé à titre militant par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, après leur journée de travail. Nous tenons à remercier tous ceux qui nous envoient des infos, articles, coupures de presse, dessins ... qui nous permettent d'enrichir la rédaction, même s'il ne nous est pas possible de publier tout ce que nous recevons, faute de place.

## VOUS AVEZ DIT SYNDICALISME ?

Syndicalisme, le mot fait fuir à juste raison ! La grogne sociale qui, en ce mois de printemps, pointe son nez au coin des "manifs-kermesses", aux portes des lycées et collèges, aux pieds des rectorats et des préfectures comme aux marches des palais misitériels, n'est pas le fruit d'une énième manipulation des centrales syndicales. C'est au contraire l'inverse qui se produit. Les syndicats réformistes courent après la fronde populaire pour la remettre dans le "droit" chemin, celui du travail et du chômage silencieux. Relais du pouvoir, flics de la paix sociale, les appareils syndicaux tentent, jusque-là sans grand succès, d'endiguer la colère. Négociations bidons, accords syndicaux honteux, manifestations sans lendemain, ils usent et re-usent jusqu'à la corde les vieilles ficelles de l'enterrement des luttes. Ce syndicalisme là, géré par des professionnels bien loin de la réalité du travail et de l'exploitation, fait de coups médiatiques, de cortèges multicolores sonorisés, d'élections prud'homales bidons, de déclarations pompeuses et de signatures honteuses, ce syndicalisme là n'est pas de notre camp.

A l'opposé de ces pratiques, l'anarchosyndicalisme, c'est une autre façon de s'organiser pour lutter contre le pouvoir, une autre façon de défendre et d'aider les gens qui se battent. Cela ne passe pas à la télé, cela ne croule pas sous les fanions et drapeaux, cela ne fait pas un spectacle alter-machin, cela n'a pas besoin de petits chefs. L'anarchosyndicalisme, c'est la lutte au quotidien, organisée et gérée par les gens eux mêmes, sans intermédiaire ni représentant officiel. Cela demande de la détermination, du courage, de la sincérité et de la fraternité. Dans ce numéro du Combat Syndicaliste, vous découvrirez comment les militants de la CNT-AIT se battent avec les salariés et les exclus contre l'exploitation générale : A Utopia, entreprise juteuse et culturelle dite de gauche, officine d'Attac et salle de spectacle pour syndicats réformistes, qui licencie les salariés sans conscience politique et donne des primes au mérite ; à Envoi, drôle d'association dite d'insertion, sponsorisée par Airbus et la mairie de Toulouse, où les employés sont traités comme des moins que rien tandis que le patron touche un salaire royal ; au Mirail, où les habitants crient leur ras le bol de la tension policière et des bavures ordinaires. Et vous saurez tout sur la déconfiture et la rouerie syndicale qui a entouré le refus des salariés du Gard face à la journée dite de solidarité, non payée, que les pouvoirs publics ont vainement tenté d'imposer\*1. Encore un bel exemple du décalage entre les machines syndicales et la volonté populaire. Au moment même où 70% des enseignants du Gard refusaient de travailler un jour pour rien, la CGT nationale sortait une note interne rappelant aux délégués Cégétistes (je cite) "*qu'il est illégal d'appeler à une grève la journée du jour de solidarité au seul motif de ne pas vouloir travailler ce jour de solidarité.*" (sic). Un syndicat qui décrète la grève illégale, si ça, ce n'est pas de la cogestion, de la collaboration de classe !

Anarchosyndicalistes, nous ne participons pas à la cogestion du pouvoir, nous sommes de l'autre camp, le camp des exploités, des humiliés, celui de ceux qui ne résignent pas, de ceux qui veulent renverser ce vieux monde et en bâtir un autre, fait de solidarité et de partage, sans classes et sans profit. Nous ne rêvons pas d'un monde de travail et de salaire où le puissant nous servirait un bon repas en échange d'un bon travail. Nous voulons et nous aurons un monde sans puissants, sans profit, un monde fraternel, donc humain, enfin !

\*1 - Pour faire connaître cette initiative et à l'étendre à la France entière, un tract à photocopier et à distribuer partout, est à votre disposition en page 20

# ALES & NÎMES VILLES MORTES SUCCEs DE LA GREVE DE PROTESTATION LANCEE PAR LA CNT\_AIT DU GARD

## CNT\_AIT DU GARD. SECTION EDUCATION COMMUNIQUE

*C'est une loi de l'histoire récente qu'on ne supprime pas en France impunément un jour férié. Forts de cette certitude, nous avons décidé d'inciter la population à refuser la dernière injure que lui faisait le gouvernement par un appel à la grève ce jour du 28 mars.*

*Nous savions être les seuls à pouvoir le faire. Car il s'agissait de se rebeller contre une loi votée et qui avait obtenu l'assentiment tacite des syndicats "représentatifs" en raison de l'espace de négociation, c'est-à-dire de l'espace de légitimation mutuelle des syndicats et du gouvernement que cette loi offrait. Nous avons choisi une cible, l'Education nationale et, à l'intérieur de l'Education nationale, le premier degré. Pour cela, nous avons procédé en deux temps : dans un 1er temps, au début février 2005, nous avons envoyé un courrier informant les salariés de ce secteur que leurs collègues anarchosyndicalistes ne travailleraient pas ce jour-là (lundi de Pâques) et en exposant les raisons. Ce premier envoi avait pour objet de susciter la réflexion et le débat parmi le corps enseignant. Il fut suivi d'un 2ème envoi, 15 jours avant la date de ce qui a constitué formellement notre appel à la grève.*

*Entre temps, le premier envoi faisait son effet. Les autres syndicats recevaient des appels de leurs propres adhérents qui leur signifiaient que, faute d'un appel de ces syndicats-là, ils seraient en grève avec la CNT-AIT.*

*Comme au jeu de quilles, certains de ces syndicats, pour sauver la cohérence de leur organisation, en vinrent à poser des préavis de grève SANS TOUTEFOIS FORMULER D'APPEL A LA GREVE. Le soir du 28, FR3 prétendra que la FSU avait appelé à la grève, confondant probablement appel et préavis. Si ce fut le cas, alors cela aura été de toute dernière minute, puisque cette organisation avait surtout appelé à se rendre au travail pour une journée d'activités récréatives avec les élèves, ou encore, dans le second degré, à une journée de stage syndical en guise de boycott !*

*Nous avons pourtant eu le concours inattendu de la FCPE du Gard qui, à la lecture du tract de la CNT-AIT, appela les parents d'élèves à ne pas envoyer leurs enfants à l'école ce jour là. Il en a résulté qu'au seul appel de la CNT-AIT, une part importante des enseignants fut en grève, ainsi que la quasi totalité des élèves. Le comptage de l'inspection académique donnera une fréquentation par les élèves des établissements scolaires s'élevant à 7%. Les grévistes seraient 15% dans le premier degré et 16% dans le second. Il y a un correctif à apporter à ces derniers chiffres, qui est habituellement une augmentation de 50 à 100%. Il faut savoir que SUD et FO avaient également appelé à des journées de stage syndical, afin de canaliser les absences sans parler de grève et que ce furent autant de "grévistes" non comptabilisés. Le résultat le plus clair fut que l'Education nationale ne fonctionna pas dans le Gard ce jour là. Nous œuvrerons pour que le même état de désobéissance se retrouve dans tout le reste de la France le lundi de Pentecôte.*

✠ CNT-AIT du Gard, section éducation

Dans toute la France, le jour de corvée (journée de travail gratuit) soi-disant en faveur des vieux est fixé au lundi de Pentecôte. Dans le Gard (pour cause de Ferie de Nîmes à Pentecôte), la date du jour de servage a été avancée au lundi de Pâques, ce 28 mars 2005.

La CNT-AIT éducation du Gard, après avoir dénoncé la manœuvre gouvernementale (qui fait payer la mort des personnes âgées à des salariés qui n'en sont nullement responsables) avait lancé un appel à la grève pour aujourd'hui. Comme ils l'écrivaient dans leur tract, particulièrement bien diffusé dans tout le département, le travail se fera "sans les enseignants de la CNT, ni de leurs sympathisants. Puisqu'on fait l'honneur aux Gardois d'être les premiers à subir cette loi malhonnête, nous ne manquerons pas de donner l'exemple en effet. Nous serons en grève ce jour-là"

Ils ont tenu parole. Négligée par les autres syndicats -dont pas un seul n'a daigné appeler à la grève, alors même qu'ils étaient très bien informés de l'initiative de la CNT-AIT- la grève lancée par la CNT-AIT a connu un succès inespéré.

Dans la ville d'Ales, où la CNT-AIT avait décidé de concentrer ses forces, c'est dès 8 heures du matin que les anarchosyndicalistes ont organisé un rassemblement de protestation rouge-et-noir devant le lycée Dumas (un des plus gros de France). Plus de 90 % des élèves et à peu près autant d'enseignants de cet établissement se sont joints à la grève. Le pointage fait à mi-journée nous permet d'affirmer de plus que la moitié des écoles du Gard étaient également fermées. Au-delà du secteur CNT-AIT éducation, l'idée de grève a fait largement son

chemin. Les transports ne fonctionnaient pas à pratiquement 100 %. Les cantines étaient fermées, les cafétérias aussi. La Poste elle-même était totalement fermée.

Cette grève, qui témoigne d'un mouvement exemplaire de désobéissance civile et de résistance, apporte un camouflet cinglant à tous ceux qui se sont couchés devant le pouvoir. Elle s'est faite, répétons-le, en dehors de toute participation des syndicats représentatifs, des partis politiques et assimilés.

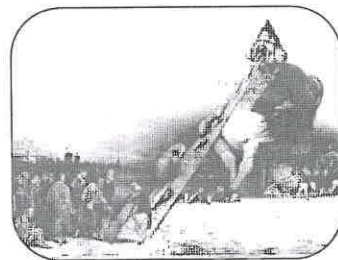
Dès ce matin, sur France-Info, le Président du Conseil général du Gard ne trouvait pas d'autres termes pour qualifier la situation dans son département que ceux de "merdier organisé". Le mouvement de grève lancé par la CNT-AIT a sûrement beaucoup contribué à ce "merdier", joint à l'opposition spontanée de la population contre cette scandaleuse journée de travail gratuit.

L'après-midi, à 14 heures, un petit cortège noir-et-rouge, d'une centaine de personnes, qui avait reçu la participation de la CNT-Vignoles, a eu lieu dans les rues d'Ales. L'appel pour étendre au lundi de Pentecôte dans toute la France le mouvement lancé dans le Gard par la CNT-AIT éducation a d'ores et déjà trouvé un large écho dans la CNT-AIT. Voici deux mois que "Le Combat syndicaliste de Midi-pyrénées" l'a relayée (février 2005) et que de nombreux syndicats CNT-AIT diffusent le tract "Ne pas travailler pour rien, une idée qui doit faire son chemin". Une idée qui fera, soyons-en sûrs, beaucoup de chemin.

✠ Correspondant de presse  
"Combat syndicaliste".



## QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE UN PATRON DE "GÔCHE" ET UN PATRON ?



Le soir du 3 février, avait lieu au cinéma Utopia à Toulouse la soirée d'ouverture du cycle "Haro sur le boulot", cycle dont le thème étant la critique virulente des méfaits du capitalisme.

Le cinéma Utopia est peu banal : c'est une salle "militante" qui défend haut et fort le cinéma indépendant contre les lois du marché. C'est aussi un lieu très engagé politiquement, qui soutient toutes les luttes progressistes. D'ailleurs, l'extrême majorité des organisations de gauche y a recours. Bref, c'est une véritable institution de la contestation toulousaine, tellement incontournable qu'un groupe qui n'y a pas recours ne peut pas être tout à fait pris au sérieux. C'est pourtant à un tel "manque de sérieux" que s'est toujours livrée la CNT-AIT, n'ayant pas pour habitude de demander l'autorisation à un patron pour développer une propagande anti-patronale.

C'est donc sans son autorisation que les militants de notre syndicat ont dénoncé la patronne d'Utopia le soir de l'ouverture de son cycle contre le travail.

Ces militants ont révélé, en effet, dans un tract, le contenu d'un document interne à l'entreprise : le compte-rendu de la réunion d'équipe du jeudi 25 novembre 2004. Ce dernier annonce que des licenciements sont possibles, entre autre, pour "manque de conscience politique" et qu'un des critères de l'attribution des primes est le "travail bénévole, en interne, hors du temps de travail...". A la lumière de ces informations, le cycle "Haro sur le boulot" prenait un sens tout à fait nouveau, et l'on pouvait se demander si la critique du travail qu'affichait la direction de ce cinéma visait son caractère trop ou pas assez aliénant.

En effet, un patron "normal" se préoccupe souvent peu de la "conscience politique" de son salarié, du moment que celui-ci effectue le travail pour lequel il est payé. Il ne s'y intéresse que si le travailleur manifeste trop cette conscience, en contestant par exemple ses conditions de travail et l'exploitation dont il fait l'objet. Dans les deux cas, elle reste une activité propre à l'individu, qui ne peut être monnayée et échappe donc aux transactions marchandes. Ce n'est plus le cas pour un patron "social", comme celui d'Utopia, puisqu'il annonce sanctionner un manque de conscience politique de son salarié. Notons qu'il est le seul, par son pouvoir de patron, à définir le contenu de celle-ci et à juger de sa valeur, c'est-à-dire de sa conformité à la sienne. Penser comme son patron devient une prestation que doit fournir le travailleur contre le salaire qui lui est versé, en plus de la prestation technique pour laquelle il a été embauché (projection de films, vente de billets...). Du moment que cette conscience fait partie du contrat de travail, le travailleur n'en dispose plus. L'utiliser pour critiquer son patron reviendrait alors à une faute professionnelle. Dernière question : comment procède la direction d'Utopia pour évaluer en salaire

la valeur de la conscience en question ? Combien de kilos de conscience politique doit fournir un smicard et combien de kilos supplémentaires doit-il produire pour espérer une augmentation ?

Les directeurs de conscience de la SARL Utopia ne s'arrêtent cependant pas à cette transaction "conscience contre salaire", ils en proposent une autre tout aussi progressiste : "bénévolat du salarié contre prime". Il se trouve que le droit capitaliste prévoit que tout travail mérite salaire et que tout travail supplémentaire est payé en heures supplémentaires. La plupart des capitalistes, bon gré mal gré, l'appliquent. Mais nos patrons de "gôche", tout en menant une critique théorique du capitalisme, procèdent à une critique en acte des derniers acquis sociaux qui y subsistent et proposent à leurs salariés de fournir un travail "bénévole" contre une hypothétique "prime". Seulement, cela reste éloigné de l'Utopie par eux visée, puisque comme ils l'annoncent dans leur dernière gazette, de véritables bénévoles travaillent aussi à promouvoir cette SARL, parallèlement aux salariés qui, eux, ne sont bénévoles qu'occasionnellement. Mais revenons à la soirée du 3 février.

Une cinquantaine de spectateurs s'étaient déplacés pour assister au film d'ouverture. Elle était constituée de syndicalistes, de militants de gauche (d'ATTAC principalement) et de "citoyens" intéressés par la question du travail. On peut aisément imaginer l'indignation qui allait être la leur une fois informés de ce qui précède. Mais le film allait bientôt commencer, ce n'est que lors du débat qui lui succède, qu'ils allaient pouvoir laisser éclater leur courroux. En attendant, Geneviève Azam, d'Attac, plus orwellienne que jamais, après avoir lu le tract, a couvert de louanges Utopia qu'elle a présenté comme un espace de liberté. Après le film, le débat s'engage et le public, indocile, critique vertement les conditions de travail... en Argentine, et non pas à Utopia Toulouse. Un jeune finit tout de même par s'alarmer du contenu du tract de la CNT-AIT. Une salariée accourt et lui répond en substance qu'Utopia est une sorte de paradis social. Que les patrons y sont très proches de leurs salariés, que ces derniers n'y travaillent que trente heures payées trente cinq et que le fondateur rembourse de très lourds crédits. Seulement, cette zélée avocate de son couple de patrons oublia de préciser au public qu'elle était la fille de l'une et la belle fille de l'autre. Oh ! il s'agit d'un léger, très léger, oubli. Evidemment, les spectateurs avertis auraient rectifié d'eux mêmes et compris : "Maman et Beau-Papa sont très proches de moi, et Beau-Papa paie des crédits, mais se constitue un joli capital".

Justement, quelques jours plus tard, Beau-Papa nous écrit une lettre furibonde. Son contenu, qu'on nous permettra de trouver extrêmement confus, ne mérite pas d'être cité intégra-

SUITE PAGE 5

lement ici (Vous pourrez retrouver bientôt cette lettre ainsi que les principales pièces du débat sur le site <http://cnt-ait.info>).

Son idée principale est qu'une entreprise culturelle, du moment qu'elle est culturelle, n'est plus une entreprise, et que par voie de conséquence, lui-même n'est plus vraiment un patron. Visitée par une sorte de Saint-Esprit Culturel, la SARL enfante, par une conception immaculée, une nouvelle structure d'où disparaît, paraît-il, toute subordination, toute exploitation. La "Culture" sera le nouvel opium du peuple ou ne sera pas, semble-nous dire Beau-Papa, patron culturel.

Un exemple parmi d'autres : "Vous-mêmes [la CNT-AIT] êtes-vous payés pour aller à une manif ou participer à une réunion syndicale ?". Triste époque que la nôtre où de tels patrons poussent l'insolence jusqu'à comparer notre activité, entièrement bénévole, dans un syndicat anticapitaliste, à l'exploitation du travail salarié dans leur entreprise...

Sur le plan factuel, la lettre de Beau-Papa affirme uniquement un fait : "Il faut pourtant que vous sachiez que les "esclaves" d'Utopia font en moyenne chaque semaine entre 30 et 35 heures et personne ne les empêche d'aller prendre un chocolat au bistrot à condition de faire correctement leur boulot". Deux textes émanant de la direction d'Utopia démentent formellement cette affirmation et mettent en lumière la duplicité de ces propos. Un texte interne sur les plannings, semble -en partie- dire la même chose : "le planning est dit fixe, c'est-à-dire qu'il est la trame de base qui tourne sur quatre semaines. Si les nouveaux sont comptés à 35 heures autant que possible régulières, le plus anciens sont la plupart du temps au-dessous, avec un volant d'heures gérées à la guise de chacun". Cependant, la manière dont il définit les termes "à la guise de chacun" ne laisse pas de place au doute puisqu'il le fait par les exemples suivants : "séances scolaires, remplacements, travail de gazette, imprévus, etc...". On est bien loin "d'aller prendre un chocolat au bistrot". On s'en éloigne encore plus, et on se rapproche d'autant de "l'esprit Mac Donald's" quand on lit dans le règlement intérieur d'Utopia : "Comme ceux qui font les projections, profitez des temps morts pour lire la gazette, vérifiez la chaleur des salles, l'intensité du son, jetez un œil sur l'écran pour voir si tout va bien en cabine, veillez à ce qu'il y ait

toujours des gazettes en vue, ne vous laissez jamais bercer par l'idée que quel-qu'un d'autre a fait les choses : agissez comme si vous étiez seul(e) à devoir veiller à tout. Veillez à la propreté du hall, ramassez les papiers dans les salles entre les séances, mettez à jour les bordereaux ... n'hésitez pas à prendre des initiatives, portez des fleurs, offrez café ou thé à ceux qui assurent une permanence pendant une exposition".



Quelques semaines plus tard, la nouvelle gazette d'Utopia (mars 2005) apparaît avec une réponse à notre tract. Celle-ci contient en deux pages huit mensonges déconcertants et une bonne question. Cette densité tranche avec le style habituel des patrons d'Utopia, creux et bavard. L'hilarant Charb, véritable Jacques Faizant de "gôche", y place quelques uns des désopilants chefs-d'œuvre que le Figaro a dû lui refuser. On y voit des syndicats manipulateurs prendre en otage des salariés naïfs, pour nuire à d'innocents patrons. Charb nous accuse aussi de ne pas "vérifier nos informations". Lui-même a simplement oublié de nous contacter pour vérifier cette information.

N'ayant pas de temps à perdre avec "le concubin de Maman" et, plus généralement ayant comme principe de ne pas discuter avec un patron, nous ne lui avons pas répondu. Nous avons préféré utiliser notre temps à revenir souvent distribuer nos tracts devant ses salles à Toulouse, Tournefeuille et St Ouen, à les coller en ville, et à les diffuser sur internet. Sur le net, ils ont suscité nombreuses réflexions et messages d'encouragement et aussi, des témoignages d'anciens salariés d'Utopia relatant la manière dont ils ont été grugés par leur patron. Une seule réaction hostile nous est par-

venue : celle de François Simon, ex-candidat socialiste aux municipales. Il jugeait "inadmissibles" non pas les agissements de ses amis exploiters mais le fait que nous les dénoncions : "Attaquer, dénigrer, surtout de préférence les plus proches, est une attitude insupportable". Précisons d'abord que nous n'avons jamais été "proches" d'Utopia. D'abord parce que ce sont des patrons et que la lutte des classes (qu'ils nient) en fait nos adversaires si ce n'est nos ennemis, et par ailleurs parce que leurs positions politiques et les nôtres ont toujours été opposées (exemple : en 2002, alors que nous appelions à une abstention massive, ils étaient pour le vote Chirac...). Quant à Simon, un internaute n'a pas tardé à lui répondre : "Aucun syndicaliste ne peut trouver normal qu'un comportement EXTERIEUR à une entreprise puisse influencer sur le salaire versé [...] Mais si le principe de l'Utopia ne choque pas le docteur Simon, ses patients savent ce qu'il leur reste à faire : moduler le prix de sa consultation ... en fonction, par exemple, du temps de présence de François Simon dans les diverses manif toulousaines." A notre tour d'ajouter que si ce prix ne lui convient pas, Simon pourrait arrondir ses fins de mois en monnayant sa "conscience politique", certains patrons seraient preneurs.

Qu'il s'empresse, cela dit, parce que la concurrence est rude. En effet, depuis que leur vérité se sait, les patrons d'Utopia n'ont pas manqué de main d'œuvre (bénévole ou payée ?) pour l'occulture. Ainsi l'UEC (Union des étudiants du PCF) s'est évertuée à coller, de manière sélective, ses affiches sur celles où notre syndicat dénonce le patron auquel elle est associée, puisque le PC organisait un débat à Utopia dans le cadre du fameux cycle "Haro sur le boulot". On le voit, ce parti ne manque pas de savoir-vivre et sait donc défendre un exploitateur contre les droits de ses salariés.

La CGT, longtemps (toujours ?) courroie de transmission du PC, sait, elle aussi, bien se tenir à table. Un de ses forum de discussion a laissé passer tous les messages reprenant les mensonges baroques des patrons d'Utopia (il y est affirmé que nous n'avons pas vérifié nos sources, alors même qu'au verso de notre tract figurait le fac-similé du document incriminé), mais a censuré la réponse d'un de nos sympathisants. Enfin, nous venons d'apprendre que le groupe CNT des Vignoles, (associé au

SCALP resuscité), compte fêter les 20 ans de la création du premier SCALP historique (qui n'a rien à voir, si ce n'est le nom, avec le SCALP actuel) par une semaine de festivités, dont deux soirées à Utopia.

Il ne suffit pas de mépriser ce genre d'accointances, il est nécessaire de les analyser pour en tirer les leçons politiques. Si l'ensemble de ces militants altermondialistes et de ces pseudos syn-

dicalistes "radicaux" continuent d'alter-fréquenter ces alter-patrons pourtant peu fréquentables, ce n'est pas sans raison. Utopia est en effet un véritable "média" pour ces organisations; ils peuvent y laisser leur presse, y organiser des débats. Ce qui leur permet d'accéder à leur "clientèle" et de tenir à distance les concurrents. Que le prix en soit de s'associer à leur adversaire de classe et de fermer les yeux sur le sort de ses salariés

compte si peu à leurs yeux. L'intérêt de leur organisation prime sur celui de la cause qu'elle est censée défendre.

Quant au salarié d'Utopia, il sait qu'il a une pluralité de patrons : les patrons-militants d'Utopia & les militant-patrons de la quasi totalité de la gauche toulousaine.

✍ Pétula

---

## CINÉMA UTOPIA : UN CINÉPHILE AVERTI EN VAUT DEUX

---

**S**ous le titre "Utopia salaud ! le peuple aura ta peau" la dernière gazette de ce cinéma publie deux pages, illustrées par Charb, pour s'attaquer à la CNT-AIT de Toulouse. Le prétexte en est de répondre aux deux tracts dans lesquels nous dénoncions des pratiques inadmissibles : le licenciement pour "manque de conscience politique" et les critères d'attribution des primes (participation "bénévole à des activités internes à Utopia" (!), formation "hors du temps de travail"...). Loin de nous répondre, ce texte est un fatras verbeux, qui contient un nombre impressionnant de contre-vérités. Les extraits de leur gazette sont en gras. A vous d'apprécier :

**"NOS LURONS [...] N'ONT PAS DAIGNÉ RÉPONDRE À NOTRE INVITATION DE PARTICIPER AU DÉBAT SUR LE TRAVAIL".**

Quelle invitation ? Nous n'avons jamais reçu d'invitation d'Utopia pour quelque débat public que ce soit. Les rédacteurs de la Gazette le savent pertinemment. C'est pourquoi ils complètent leur assertion mensongère d'une précision, pour tenter de rattraper le coup : leur cinéma, écrivent-ils, est "ouvert pour tous sans exclusive". Et alors ? Il fallait peut-être qu'on se sente invité d'office ? Gaumont et UGC aussi, sont ouverts à tous. Les restaurants tout autant. De là à dire que chacun y est invité... Les mots ont un sens. Gérer un lieu "ouvert à tous", c'est une chose. "Inviter" quelqu'un, s'en est une autre. Nous n'avons pas été invités au débat sur le travail. C'est un premier mensonge.

**"NOS JOYEUX DRILLES PRENNENT LA PAROLE À LA PLACE DES SALARIÉS D'UTOPIA SANS MÊME LES CONSULTER",**

Nos tracts n'ont jamais porté pour signature "les salariés d'Utopia" ou quoi que ce soit dans ce style. Ils sont clairement signés "CNT-AIT", avec notre adresse. De plus, ils ne citent pas des propos des salariés. Ils ne présentent même pas leurs revendications. Ils ne les mettent pas en avant. Écrire que nous prenons la parole à leur place est un deuxième mensonge. Précision : bien que nous ne nous exprimions pas en leur nom,

nous l'avons fait avec l'accord d'un certain nombre de salariés. Ils nous ont d'ailleurs informés que, malgré la béatitude qu'ils affichent en public, les patrons d'Utopia ont parfois du mal avec leurs exploités. Ils l'écrivent eux-mêmes : à Utopia St Ouen (une des branches de la maison) "la non-motivation d'une partie de l'équipe est inquiétante" tellement inquiétante que cette salle "pourrait bien décliner et disparaître très vite"\*1. Vu les conditions de rémunération et de travail, faut-il s'étonner que des salariés soient "non motivés" ?

**"ILS GRATIFIENT LA LICENCIÉE DU TITRE DE "DÉLÉGUÉE DU PERSONNEL" [...]**

Troisième mensonge. Le camarade gazetier se mélange carrément les pinceaux : ce n'est pas nous qui gratifions la salariée virée de ce titre, c'est ... Utopia ! Ce qu'il critique, n'est qu'un extrait du compte-rendu de la réunion d'équipe\*2, dont nous avons fait simplement citation. Ceci dit, puisque le sujet est sur la table, voici quelques précisions. A Utopia, les "délégués du personnel", c'est comme les "invitations" : bidon. C'est le patron qui labellise le titre. Les patrons d'Utopia ont une vision toute "perso" du rôle du délégué du personnel. Il s'agit selon eux de : "... transformer en outil de réflexion et de progrès [...] ce qui pourrait être tout l'inverse"\*3. Traduction : le délégué est prié d'être dans la ligne du "progrès" patronal. C'est pas franchement pour ça qu'il existe en principe. Mais nous ne sommes pas étonnés c'est toujours comme ça que le voient les patrons.

Remarque en passant : à la CNT-AIT, pour de multiples raisons, nous sommes contre les élections professionnelles, ce qui est un autre débat.

**"UTOPIA [...] N'EST PAS UNE ASSOCIATION, CONTRAIREMENT À CE QUE VOUS AVEZ L'AIR D'INSINUER"**

Le précédant n'était pas mal, mais ce quatrième mensonge est à mourir de rire. Non seulement nous n'avons jamais pensé qu'Utopia était une association, mais nous nous sommes évertués à écrire le contraire, qu'il s'agit d'une "S.A.R.L. (et non pas

SUITE PAGE 7

une association comme le croient certains)\*4 et d'une PME\*5, c'est-à-dire d'une entreprise au sens juridique du terme. Pourquoi l'avons-nous fait ? D'abord, parce qu'on ne peut pas dire que la mention "Utopia = Société Anonyme à Responsabilité Limitée" crève les yeux quand on lit la gazette. Deuxièmement, parce qu'Utopia met continuellement en avant ses bénévoles. Or, ce sont les associations qui ont des bénévoles. Les SARL ont des salariés.

## "ON N'AURAIT D'AILLEURS RIEN CONTRE L'IDÉE D'ÊTRE GAVÉS DE BÉNÉFICES [...] LA BANQUE DE FRANCE [...] TROUVE LA "RENTABILITÉ D'UTOPIA INSUFFISANTE"

Le gazetier ajoute que cette rentabilité est insuffisante "comparé à Total". La, ce n'est pas un trait d'humour. C'est de la prudence. Utopia ne ment pas en disant que la SARL fait moins de bénéfices que Total. Mais c'est un cinquième mensonge que de laisser entendre qu'elle n'est pas très rentable. La preuve ? "le CNC lui-même [...] est époustoufflé"\*6 du nombre d'entrées réalisé à Tournefeuille. Et il en faut, pour époustouffler le Centre national du cinéma ! Il est vrai qu'avec 600 000 entrées en 2004 (Toulouse + Tournefeuille), Utopia bat à plate couture UGC centre ville (550 000 entrées)\*7. Mais au fait, pourquoi ne pas publier dans la prochaine gazette les organigrammes et les comptes détaillés De toutes les sociétés liées à Utopia ? Pour mettre l'eau à la bouche, voici les chiffres d'affaire 2003 de quelques SARL, qui ont toutes la même gérante : Utopia Latin, 1 626 058 euros. Utopia St Siméon, 1 207 151 euros. Félicité Films (spécialisée dans le conseil pour les affaires et la gestion), 299 705 euros. Colossal, non ? Ajoutons que la même personne est aussi gérante de la Société civile immobilière St Siméon, au capital social rondet.

## "AH, C'EST VRAI, LA CNT EST CONTRE LES PRIMES ! CE CHAT JALOUX PRÉFÉRERAIT SANS DOUTE QU'ON REFILE DE JUTEUX DIVIDENDES À DES ACTIONNAIRES".

Comme si la seule alternative était de verser des primes ou des dividendes. Manifestement, l'idée de diminuer légèrement les profits pour augmenter les salaires (dont certains se traînent tout de même...) ne vient pas aux patrons d'Utopia. C'est pourtant si simple. Ceci dit, les critères utopiastes d'attribution des primes constituent un véritable scandale sur lequel la direction reste terriblement silencieuse. Pourvu que Raf ne pique pas l'idée à Utopia... et demande aux enseignants de distribuer gracieusement la loi Fillon dans les boîtes à lettres pour toucher leurs primes...

## "POURQUOI LA CNT TOULOUSE NE VÉRIFIE PAS SES INFOS ?"

Si nos informations étaient non vérifiées (sous-entendue, fausses), il suffisait à Utopia de le dire. Nous constatons qu'aucune n'est démentie sur le fond. Pour éluder le problème, Utopia se camoufle derrière une rédaction maladroite d'un compte-rendu par une "jolie [sic] stagiaire" dont "c'était le premier jour". Outre le cliché parfaitement misogynne de la "ravisante idiote", on nous ressort l'explication de tous les patrons pris la main dans le sac : "C'est pas moi, c'est le lampiste (par-

don, le stagiaire)". Soyons sérieux, rédigé par qui que ce soit, un compte-rendu officiel de réunion d'entreprise est relu par la direction avant d'être diffusé. Nous connaissons trop le poids des mots à Utopia pour douter que cette relecture puisse être autre chose qu'attentive.

Finissons de rassurer Charb: à la CNT-AIT quand nous avançons quelque chose, c'est que non seulement nous avons rencontré quelques uns des intéressés, mais que nous avons en main les preuves matérielles de ce que nous écrivons. Un certain nombre de pièces de notre dossier sont citées dans cette page. Prétendre que nous n'avons pas vérifié nos infos, c'est un mensonge de plus.

## [LE CYCLE HARO SUR LE BOULOT EST] "...UN SACRÉ TRAVAIL, RÉALISÉ EN PARTIE PAR LES BÉNÉVOLES [...] QUI PROFITE AUX SPECTATEURS, MAIS AUSSI AUX SALARIÉS..."

Et voici un beau mensonge par omission. Si le travail des bénévoles profite aux spectateurs et aux salariés (?), le gazetier se garde de mentionner à qui il profite le plus : au patron. Grâce aux bénévoles, par exemple, la fréquentation du cycle 2004 sur le boulot s'est hissée à 10 432 entrées, soit plus de 40 000 euros de recette. Ça n'a pas dégagé un petit bénéfice, ça ? Ceci dit, on peut avoir quelques doutes sur la considération dont les bénévoles jouissent dans le fond, puisque Utopia a comme position de ne pas leur offrir, de places gratuite. En effet, écrit le Règlement intérieur, "s'ils aident Utopia, c'est parce que la chose leur semble d'importance, ou qu'ils y trouvent d'une façon ou d'une autre une satisfaction personnelle". Et, comme ils ont déjà la "satisfaction" de travailler pour rien, ils doivent "d'abord payer (leur) cote part pour les films" s'ils veulent les voir. Pas question, sauf exception, de leur refiler des entrées gratuites. Plus radin que ça, tu meurs !

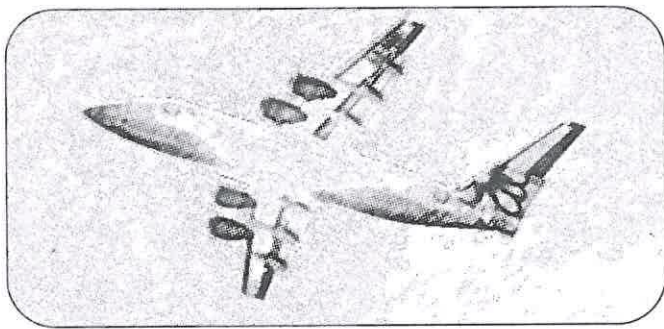
## "LES SALARIÉS DEVENUS PATRONS, PASSENT-ILS DU JOUR AU LENDEMAIN, DU STATUT DE PROLÉTAIRE DOULOUREUX À CELUI DE SALOPIAUDS VENTRIPOTENTS ?"

Nous laissons la responsabilité des qualificatifs employés au gazetier. Si lui-même voit les patrons d'Utopia comme des "salopauds ventripotents", c'est son point de vue, et il sait certainement de quoi il cause. Pour notre part, nous n'avons jamais écrit ça dans nos tracts sur Utopia. Nous affirmons tranquillement qu'un patron, quelles que soient les couleurs idéologiques dont il se pare, est un ennemi de classe. Parce qu'il participe directement à l'exploitation de l'Homme par l'Homme. Et que c'est justement avec cette exploitation, (qui est à la base de toutes les perversions sociétales que chacun constate aujourd'hui) qu'il faut en finir. C'est clair ?

✎ Léopold

\_1. Texte interne du 6 janvier 2004. \_2. En date du jeudi 25 nov 2004. \_3. Texte interne de mars 2004. \_4- Notre tract "La maladie du docteur Utopia. \_5. Notre tract "Danger patron de gauche" \_6. Compte-rendu interne 16 sept 2004 \_7. Téléràma, 9 mars 2005

# //// ENVOI, C'EST PARTI !



À la suite de plusieurs contacts et de réunions avec des militants de la GNT-AIT, un groupe de salariés d'Envoi a voulu faire connaître ses problèmes. Voici leur interview collective.

## QU'EST-CE QUE "ENVOI" ?

"Envoi" est une ASSOCIATION d'insertion par l'activité économique. Elle est implantée en zone franche à Toulouse-Le-Mirail, dans les quartiers de Reynerie et de Bellefontaine et aussi à Montaudran, où deux personnes travaillent régulièrement dans un entrepôt de stockage. C'est donc une entreprise importante, qui emploie plus de 70 personnes dont une cinquantaine en insertion. Il se dit que c'est la plus grosse entreprise d'insertion de la région, ce qui, avec les parrainages prestigieux dont elle bénéficie (Airbus, la Mairie de Toulouse, notamment), lui donne une très grande aisance.

## A QUOI ÇA SERT ?

L'objectif affiché est de permettre à des gens en situation d'exclusion de prendre (ou de reprendre) pied dans le "monde du travail" en leur proposant une activité professionnelle progressive et un accompagnement social personnalisé.

En principe, les emplois proposés doivent concerner des Rmistes, des chômeurs, mais aussi des jeunes diplômés des quartiers du 31100 qui ont du mal à trouver du travail compte tenu de leur origine.

## COMMENT EST-ELLE FINANCÉE ?

Il faut d'abord dire que, quand on est embauché par Envoi, on travaille vraiment dur parce qu'il faut avoir une production conséquente. Ceux qui ne tiennent pas le coup sont virés dans les quinze jours d'essai, ou tout au plus à l'issue du premier contrat de trois mois. Cette production (saisie de petites annonces pour des journaux, désimmobilisation de matériel informatique, revente, travail pour AIRBUS, la Mairie de TOULOUSE, EDF, des départements ou des entreprises) est facturée très cher et rapporte donc beaucoup d'argent à Envoi. De plus, l'association perçoit de nombreuses aides. Elles sont théoriquement prévues pour compenser le manque de rendement, de permettre d'encadrer et d'accompagner -comme on dit- en "travail social", la personne dans son parcours d'insertion (aide pour trouver un logement, pour faire des papiers, pour passer le permis de conduire, pour apprendre le français, ou même à lire et à écrire...). Ces financements, qui sont légaux, proviennent de l'État, et de l'Europe..... Pour donner une idée, ils sont de

l'ordre de 15 000 euros par an pour chaque poste en insertion.

## CELA FAIT DE GROSSES SOMMES ?

Oui, le budget de l'association est colossal. Quelqu'un qui verrait les comptes en banque d'ENVOI serait certainement très surpris. Mais, tout le monde n'en profite pas de la même manière : nous, nous n'avons que de tout petits salaires...

## CE BUDGET PERMET PEUT-ÊTRE DE RÉMUNÉRER CE FAMEUX TRAVAIL D'ACCOMPAGNEMENT ?

Sur ce plan, il y aurait également beaucoup à dire. L'accompagnement est tellement inexistant qu'on se demande à quoi servent les accompagnateurs sociaux ! Ceux qui ont la chance de travailler 24 mois (ce qui constitue le maximum du temps d'insertion), se retrouvent à la case "départ" en sortant : pas de formation qualifiante, pas de validation des acquis, et surtout pas le moindre espoir d'embauche à l'horizon !... Seulement deux ans supplémentaires d'ASSEDIC de gagnés ! Et on recommence....

## C'EST LE CAS DE TOUT LE MONDE ?

Non, il y a le cas particulier des "techniciens d'essai", qui travaillent chez AIRBUS. Eux, ils ont une chance d'être embauchés. Mais, sont-ils des "personnes en difficulté" au départ ? Toute la question est là... Peut-on mettre sur le même plan un Rmiste ou un chômeur sans diplôme et quelqu'un qui a un bac +2 ou davantage ?

## LES CONDITIONS DE TRAVAIL ?

Elles sont très dures, surtout pour des personnes qui retrouvent une activité après un long chômage. De plus, être dans l'attente, sans savoir si au bout de trois mois, puis des trois mois suivants, on va être reconduit ou non -ce qu'on apprend au tout dernier moment-, c'est usant et ça ne permet pas de faire des projets de vie. Tenez, tant qu'on parle des contrats, en voici deux signées à la même date pour la même personne mais avec deux durées distinctes... C'est curieux, non ?

## Qu'en pensent les salariés ?

Des contrats pas très satisfaisants, un travail dur, de tous petits salaires, un accompagnement social inexistant : rien n'est à la hauteur de ce qu'on peut attendre d'une association d'insertion bien dotée. Pendant trop longtemps, tout le monde a fait silence. Évidemment, quand on a toujours un pied dans la précarité, c'est difficile de s'opposer à des dirigeants puissants qui vous rappellent sans cesse que si vous n'êtes pas content, la porte est ouverte.. Mais les choses changent : la preuve, c'est que, malgré la menace, nous sommes aujourd'hui avec vous pour en discuter et voir comment on peut bouger les choses ensemble.

Et ça, à "Envoi", c'est vraiment du nouveau !

✎ BB

## /// EXCLUS ÉCONOMIQUES ET PRÉCAIRES, VOTRE SITUATION M'INTÉRESSE...

Face à la privatisation d'EDF par la droite (comme si la gauche n'avait jamais rien privatisé), des militants de gauche se regroupent et s'opposent dans les Landes. Un collectif pour le droit à l'énergie y a vu le jour. Il se compose de : Terre Active, Indecosa-CGT, Secours Populaire, Attac Landes Côte Sud, CGT, CLES, FSU, Secours Catholique, Comité des chômeurs CGT. Ce collectif sert sans aucun doute à organiser une certaine résistance en faveur des plus démunis, mais sa motivation certaine est de dénoncer la privatisation d'EDF d'une part, d'émouvoir le public contre la politique de droite d'autre part,... et donc finalement de s'efforcer de reconquérir les voix perdues en avril 2002 afin de revenir au plus vite aux affaires...

Face à cette situation, il s'agit de se défendre fermement et solidairement contre les situations dangereuses dans lesquelles le système place tous les exclus et précaires, mais aussi de ne pas tomber dans les pièges de l'électoratisme tendus par les partis.

La présence du CLES (Chômeurs Landes Emploi Solidarité) qui laisserait supposer la présence d'exclus économiques dans le collectif ne modifie pas notre analyse sur ce travail de reconquête de l'électorat, puisque le CLES n'est rien d'autre qu'une annexe du PS. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir qui subventionne ce groupe (le Conseil général des Landes, à majorité PS), qui l'a créé et de lire simplement leur bulletin : il a appelé à plusieurs reprises à voter à gauche. S'il y a des exclus économiques membres du CLES dans le collectif pour le droit à l'énergie, ceux-là sont donc acquis à la cause d'un parti politique précis et à sa volonté électoratiste (ou aveuglés sur les réalités du CLES).

Jamais depuis avril 2002, les souffrances de l'exclusion n'ont intéressé autant de monde dans les Landes. Il est vrai que le Conseil général est dirigé par Emmanuelli et que la préfecture est au service du gouvernement Raffarin. Pendant des dizaines d'années avant avril 2002, au temps où Conseil général et préfecture étaient du même bord, une chape de plomb étouffait, en les niant, les problèmes et souffrances de l'exclusion, avec l'argument que le budget départemental consacrait de plus en plus de financements à ce secteur. Il finançait surtout une myriade d'associations bien choisies, vivant sur le dos des victimes du processus d'exclusion. Et aucune remise en question des causes profondes de cette exclusion pratiquée dans le département n'était permise.

Alors que les partis politiques (du pouvoir ou de l'opposition) ainsi que l'État ou le patronat ont mis la main sur le syndicalisme en le dévoyant pour s'en servir de levier et maintenir une société de classes (on peut facilement le constater aujourd'hui avec les organisations syndicales les plus connues comme les moins connues), il devient incontournable que les exclus économiques de toutes sortes se décident à fuir ces solutions électoratistes et s'organisent collectivement d'abord entre eux en auto-gérant leurs affaires, hors de la main mise de quelque parti politique que ce soit, puis en se fédérant avec tous ceux qui luttent pour un changement profond de société et qui autogèrent aussi leurs luttes en n'accordant à leurs délégués que des mandats précis, avec révocabilité lorsque ce mandat n'est pas respecté.



## /// TRAVAILLEURS SOCIAUX : DES PRÉCAIRES AU SERVICE DE LA PRÉCARITÉ

On connaît l'ambiguïté de la fonction du travailleur social. Nous l'avons souvent dénoncée dans les colonnes du Combat Syndicaliste. Chargé de venir en aide aux plus exploités et aux plus démunis, le travailleur social est aussi un des instruments de la paix sociale, condition nécessaire au bon fonctionnement de cette société d'exploitation et de profit. Vivant au quotidien cette situation schizophrénique, il est sans cesse confronté au cynisme du pouvoir et à la détresse des populations marginalisées, paupérisées, mises au rebut. Sous l'égide notamment du pouvoir socialiste, la gestion de la misère fut rationalisée dans les années 80 par la multiplication des associations dites d'aide sociale, d'aide par le travail ou de réinsertion. L'affaire est rentable ! L'État, la région, le département se déchargent sur ces associations de la gestion de la pauvreté en échange de quelques subsides leur permettant de faire tourner la boutique. Statut bancal, salaire minimum, horaires démentiels, le travailleur social est pris au piège. Face à la misère des personnes, il bosse le plus souvent sans compter, jonglant avec les démarches administratives, les lois arbitraires, les décrets scélérats, tentant dans ce dédale de paperasse d'aider ses semblables à rester debout, à sortir de l'impasse dans laquelle le système les pousse inexorablement.

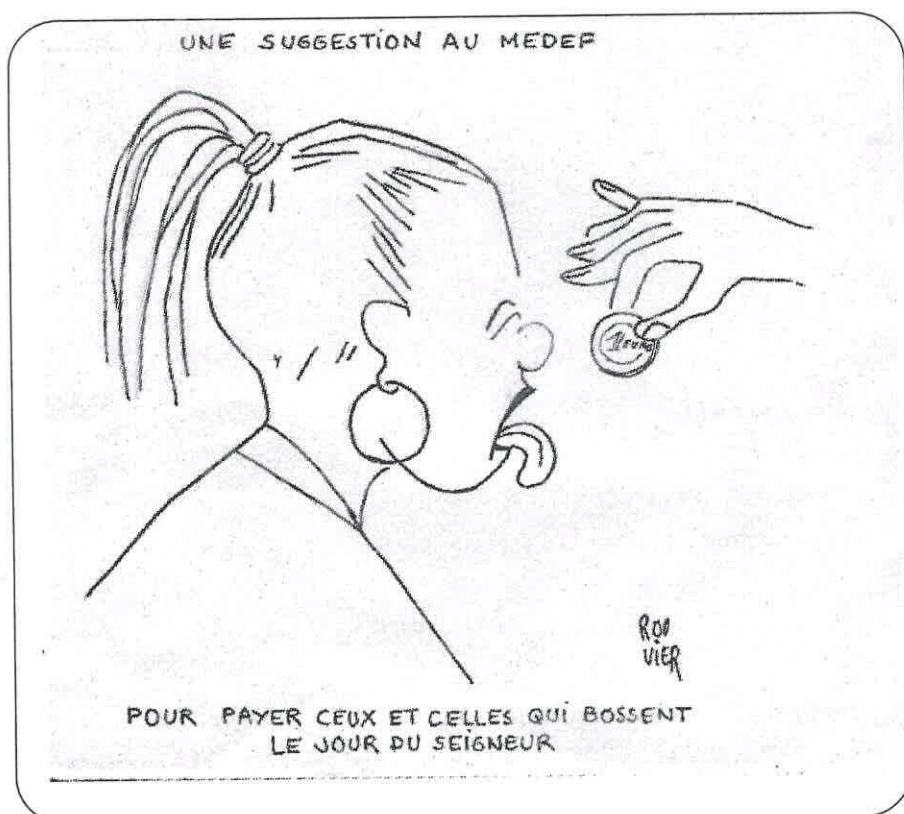
Mais les années 80 sont bien loin. Le temps de l'aumône paternaliste est passé. Aujourd'hui, le secteur social est sommé de s'adapter aux lois du marché qui s'appliquent à la misère comme au reste de la société. Les mots clés ont changé ! Évaluation, contrôle, rentabilité, productivité, voilà les nouvelles valeurs qui régissent le fonctionnement du secteur social. A quelques exceptions près, les aides publiques aux associations de réinsertion sont de plus en plus maigres, tandis que les exigences du pouvoir sont de plus en plus fortes.

Sous couvert d'insertion, le travailleur social devient malgré lui un indic, un contrôleur de la misère, un auxiliaire de police qui assure la surveillance des personnes "hors circuit". Et les gens ne s'y trompent pas. Nombreux sont ceux qui lâchent leur droit au RMI pour éviter les contrôles sur leur vie, leur façon de survivre dans la débrouille. Et nombre d'exclus ont encore plus de difficulté à vivre, ne correspondant pas aux normes administratives nécessaires pour recevoir l'aumône.

On le sent quotidiennement, la misère n'est plus un mal à enrayer, c'est devenu une tare dangereuse qu'il faut gérer, maîtriser, encadrer. Cette reprise en main concerne tout le monde : l'exclu comme le travailleur social. Face aux restrictions des subventions, les associations serrent les boulons. Le statut du travailleur social dès lors n'est pas très loin de celui de son "client". CDD à répétition, CES, vacances, travail à temps partiel, SMIC horaire... sont le plus souvent les conditions de travail de l'éducateur lambda. Et l'inique de la situation veut qu'il ne soit pas rare de voir dans le même temps les dirigeants de ces associations se verser des salaires de plusieurs milliers d'euros par mois.

Des précaires pour gérer la précarité, il fallait y penser. A Montauban, un travailleur social demanda le mois dernier à un "client" venu pour des démarches administratives quelle profession il exerçait avant de connaître les affres du chômage, puis du RMI : "Educateur, répondit celui-ci, mais faute de subvention, l'association a mis la clé sous la porte".

# /// NORMALISATION ET DIVISION DE LA LUTTE



Il y a moins de trente ans encore, les ouvriers en lutte contre les restructurations en Lorraine ne se tabassaient pas entre eux et ils savaient qui étaient leurs ennemis. Point besoin de caméra ou de portable pour trouver, qui le siège du CNPF (ancien nom du MEDEF), qui celui du commissariat, et seul un tas de cendres au coin d'une rue, filmé aux actualités du soir venait rendre compte de l'âpreté de la lutte. Ecrire en ces jours de bien-pensance triomphante peut sembler provoquant. Mais il existe pourtant bien une concomitance entre la régression sociale que nous vivons et l'apparition d'un discours social pacificateur, pour ne pas dire lénifiant, qui a permis l'actuelle normalisation sociale. A la base de ces simulacres de mouvements médiatisés, télévisés, il y a bien un certain narcissisme militant qui permet la complaisance nécessaire à ces parodies.\*1

Mais, ce mécanisme est loin d'être seul en jeu. A ses côtés, le discours sur la "violence" (et le discours en miroir sur la "non-violence"), qui imprègne de larges couches de la population, y compris certains milieux libertaires, joue également un rôle essentiel. C'est ce point qui va être discuté ci-après.

## DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Soulignons d'abord que, s'il existe de nos jours en France une pléthore de lois ultra-répressives qui agrègent dans une même perspective répressive le "terrorisme" et le moindre comportement supposé "déviant", c'est qu'il s'est élaboré un discours sécuritaire hégémonique. Ce discours repose sur une double escroquerie intellectuelle : d'une part grossir démesurément l'importance et la gravité de certains faits et, si besoin, criminaliser des comportements anodins\*2, d'autre part passer sous silence ou minimiser des violences réelles et graves. En foi de quoi, un gamin qui dit "merde" à un contrôleur du métro commet une violence quasiment irréparable ; mais pas du tout un patron qui fait mourir un ouvrier dans un accident du travail parfaitement évitable. Dans ce dernier cas, tout le monde parlera d'"accident" ; et des ouvriers pourront continuer à être tués tous les jours. Une fois cette dichotomie langagière acceptée par la population, il ne reste plus au pouvoir qu'à populariser des

valeurs comme "le respect", "le comportement citoyen", le "refus de la violence". En les assortissant de précisions - "c'est réciproque" (pour le respect) ou "d'où qu'elle vienne" (pour la violence) - qui sont autant de mensonges à la Gaymard. Car force est de constater que c'est seulement quand on subit la violence du système qu'on est invité au respect le plus profond.

Ce discours à sens unique sur la "violence", qui imprègne une bonne part de la population a largement contribué à lui faire croire que ses conditions de vie et de travail se détériorent à cause des "autres" (par exemple, de cette jeunesse qu'elle ne supporte pas parce qu'elle crache par terre et écoute Joey Star).

Outre qu'il brouille les pistes et "monte" les gens les uns contre les autres, ce discours présente au moins trois autres avantages pour le pouvoir : Il dédouane de leurs responsabilités les véritables coupables de la montée de la misère. Il facilite et accélère le renforcement du caractère policier de l'État au détriment des autres rôles qu'il pouvait avoir (on sur-embauche des flics tout en laissant les hôpitaux manquer gravement d'infirmières). Enfin, il permet de discréditer et de criminaliser d'avance toute personne, tout groupe qui sortirait des règles de la contestation telles qu'elles sont prescrites par le pouvoir lui-même.

Quelques événements récents peuvent nous permettre d'avancer dans cette réflexion. Le premier est la manifestation des lycéens parisiens du 8 mars 2005. Un internaute, témoin des bagarres entre jeunes, dénonce avec raison la spectacularisation des conflits sociaux et regrette l'absence d'union contre le pouvoir répressif\*3. A la base de cette désunion, il y a la carence de perspectives communes et le défaut d'identification de l'ennemi commun. Alors qu'il s'agissait de mettre en lumière à la fois ces perspectives et cet ennemi, les agents de la normalisation ont immédiatement fait l'inverse : partis politiques et syndicats de gauche se sont empressés d'abonder dans le sens de la morale bourgeoise et de dénoncer la "violence" des jeunes des

SUITE PAGE 11

quartiers. Leur réponse unanime à la fracture au sein de la jeunesse a été la constitution d'un Service d'Ordre. La semaine suivante, ce SO livrait aux flics des jeunes venus des cités ouvrières, dites de banlieue, avec, pour conséquence, l'aggravation de la fracture entre jeunes et l'étouffement du mouvement qu'il s'agissait soi-disant de protéger.

Quand la gauche s'organise pour livrer les jeunes des milieux les plus populaires à la police, il n'est pas étonnant que la police se croit tout permis. Et que, renouvelant des pratiques honteuses qui avaient disparues depuis Vichy, elle fasse irruption, comme ce 17 mars à Roubaix, dans un collège pour arrêter et menotter en pleine classe de dangereux criminels de 13 ans, accusés d'avoir "jeté des boules de neige" sur un prof et des "bombes d'acide" (traduisez : des poches d'eau de javel diluée ou d'un produit courant de ce type) non pas sur des personnes mais dans une cour de récré vide.\*4.

## COLLABOS DE GAUCHE

Quand on épouse la stratégie d'un système, qui n'a de cesse de stigmatiser une partie de la population, de chercher des boucs émissaires et de les provoquer, quand on adhère à un discours sécuritaire dont le but évident est de pousser chaque jour plus une partie de cette population contre l'autre, lorsqu'on finit en supplétif du pouvoir par livrer des gosses aux matraques des CRS, on est des collabos de ce système. L'expression n'est pas de nous, c'est un socialiste éminent qui l'utilise avec à propos pour brocarder les partisans du "oui" à la constitution européenne. Sauf que la collaboration avec le capitalisme est d'une autre envergure que celle sous-entendue par Emmanuelli.

La pathétique démonstration d'obéissance aux règles de la normalité sociale qui a eu lieu le 10 mars 2005 à Paris est exemplaire à ce titre. Bien rangés derrière leurs représentants syndicaux, bien sages devant les télé et surtout très respectueux de ces messieurs-dames du Comité International Olympique en visite à Paris, un million de travailleurs ont demandé la charité à Raffarin. Qu'espèrent-ils ? L'absence de perspectives est ici tout aussi criante que dans l'exemple précédent, et le résultat sera tout aussi déplorable. Le CIO, ce

sont les émissaires d'un business dans lequel l'argent est roi. Ce sont des représentants internationaux de l'idéologie capitaliste qui, au travers du sport, s'est ouvert de fabuleux marchés.

Les collabos de gauche ont appelé au respect de cette institution. Or, respecter ça, c'est respecter tout le système que nous subissons. Autant dire à Raffarin qu'il peut continuer son boulot et à Seillière qu'il n'a rien à craindre. D'ailleurs, l'un et l'autre ont parfaitement compris le message : tandis que le premier ministre lanterne les troupes avec une vague promesse d'augmentation de... 0.7 à 1 % d'un salaire minable, le baron affirme déjà que le patronat ne fera que ce qu'il voudra.

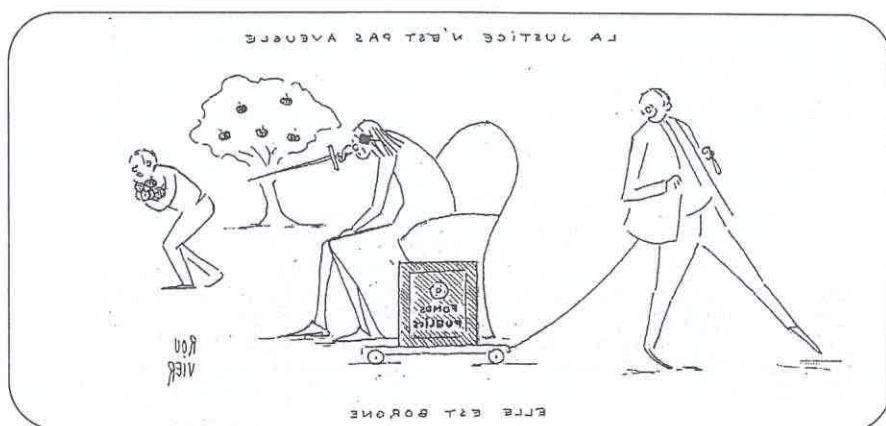
Le problème actuel de la lutte de classes, c'est son absence de perspectives, c'est-à-dire l'absence de désignation claire des adversaires à combattre et l'absence de compréhension des moyens nécessaires pour le faire. C'est de cela qu'il nous faut discuter, sous peine de laisser le champ libre à d'autres réactions. Faute de luttes sociales, la misère a en effet besoin d'exutoires. Elle les trouve maintenant dans les intégrismes et les communautarismes qui sont autant de (mauvais) remèdes à l'atomisation. Et en organisant des SO auxiliaires de la police, on ne fait qu'aggraver ces tendances au repli identitaire.

La bien-pensante bourgeoisie n'a eu de cesse que de brouiller les pistes avec des considérations morales comme la "pacification" de la société. Cette pseudo-pacification n'est qu'une normalisation, ayant certes fait les beaux jours du citoyenisme béat mais qui a surtout contribué à faire disparaître la conscience de classe.

Il est temps d'en finir avec ces mystifications. D'autres voix que les nôtres s'élèvent aujourd'hui pour le dire et pour placer le débat à un autre niveau que l'adhésion à la morale dominante. Citons en particulier le collectif NADA\*5 : "Aujourd'hui, aucune de ces organisations (syndicales) ne se démarque de ces méthodes de sabotage. Aucune n'envisage une grève générale prolongée sans temps mort, des manifestations offensives, voire insurrectionnelles ... souhaitons que tous ceux qui ont ras le bol d'être des fantassins de la guerre sociale retournent leurs armes contre les stratégies et chefs syndicaux de tous poils !"

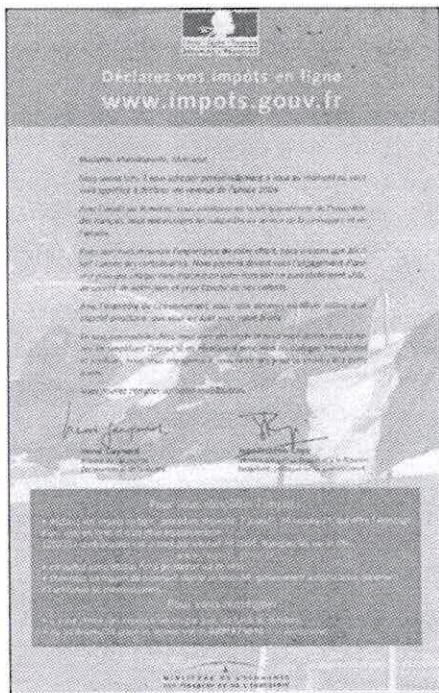
Voilà bien un souhait que nous ne pouvons que partager !

✎ Un militant.



\* 1. Voir à ce sujet l'article "Représentativité et visibilité" dans le Combat syndicaliste n°83 de décembre 2003, En ligne : [http://www.cnt-ait.info/article.php3?id\\_article=830](http://www.cnt-ait.info/article.php3?id_article=830)

\* 2. Le concept d'"incivilité" a été inventé pour les besoins de cette cause. De même, l'absentéisme des élèves est officiellement répertorié par l'Éducation nationale dans le chapitre des violences. En quoi une absence peut-elle être une "violence", autrement que par un abus caractérisé de langage. Autre exemple : un sondage commandité par la RATP accreditée l'idée que les tags sont aussi des "agressions"... tout ce qui ne plaît pas au système est "violent". \* 3. "Pourquoi j'irai encore manifester avec des lycéens." \* 4. Alors qu'ils ont subi une violence physique et morale grave, ni l'institution scolaire ni la presse n'ont dénoncé ces violences policières pour ce qu'elles sont : une atteinte inutile à leur dignité personnelle (d'autant qu'à ce stade, ils sont présumés innocents) et une violation du droit des enfants en général. \* 5. Dans "La mystification du 5 février 2005", article publié dans "L'Émancipation" de février-mars 2005 et relayé par la liste cnt-ait.info : <http://listes.rezo.net/archives/cntait-info/2005-02/msg00000.html>



## 2005, ANNÉE DU CONTRIBUABLE

En recevant ma feuille de déclaration d'impôt, j'ai chopé la rage. Il y avait de quoi ! Le formulaire était accompagné d'une lettre signée de Gaymard et Coppé. Le premier, éphémère ministre de l'économie. Le second, ministre du budget et porte-parole -actuellement bien silencieux- du gouvernement. Ce que j'y ai lu révèle, s'il en était besoin, le degré de mépris que ces gens ont envers nous, pauvre "populace", tout juste bonne à bosser, à consommer et à payer la dîme en disant merci.

Leur lettre, courte et d'un style enlevé, est en fait, selon votre humeur, un crachat, un gag ou une insulte.

Je cite les deux filous : *"Parce que nous mesurons l'importance de votre effort, nous voulons que 2005 soit l'année des contribuables. Nous prenons devant vous l'engagement d'œuvrer pour que chaque euro dépensé en votre nom soit un euro réellement utile, au service de notre pays et pour l'avenir de nos enfants."* Et la lettre se termine par un solennel : *"Vous pouvez compter sur notre mobilisation"*.

Terrible, non ? Ainsi, les 14 000 euros mensuels payés sur nos impôts pour le loyer de la famille Gaymard, et les 85 000 euros de travaux pour rendre habitables les 600 m<sup>2</sup> du logement de fonction de Monsieur sont des dépenses réellement utiles ! Pour qui ? Et on voudrait nous faire croire que les 8 000 euros de loyer que nous payons pour la

# /// SOUVERAIN MÉPRIS

famille Coppé sont dépensés au "service de notre pays" ! Quel culot ! Quel mépris ! Quel cynisme !

Il y a une seule chose sur laquelle les deux profiteurs n'ont pas menti, c'est sur *"l'avenir de nos enfants"*. Mais, ne vous y trompez pas, "nos", c'est les leur, pas les vôtres ! Loin des banlieues surpeuplées et des centres villes pollués, les petits chérubins ministériels auront, nous en sommes sûrs, tout ce qu'il faut pour s'épanouir. C'est pas la place qui leur manquera. Et ça ne leur coûtera jamais bien cher... Quant à leur éducation, elle se fera sûrement dans un de ces collèges privés, à l'ombre de la croix, et à l'abri des pénuries de personnel enseignant.

Pourquoi cette lettre n'a-t-elle pas fini au panier comme elle le méritait ? Les journalistes se sont évertués à nous l'expliquer : par soucis d'économie ! La lettre était déjà imprimée lorsque "Le Canard enchaîné" a révélé l'affaire. Cela aurait coûté plusieurs millions d'euros aux contribuables d'en réimprimer une autre. Quelle rigueur, quel souci d'économie et de bonne utilisation des impôts ! Remarquez qu'une nouvelle lettre, du nouveau ministre, aurait probablement contenu autant de mensonges... Alors autant s'en passer. Enfin, pour couronner le tout et achever de nous prendre pour des imbéciles, la classe journalistique, quasiment unanime, nous a expliqué le fond de l'affaire : c'est une simple erreur de communication ! Pas du vol, pas du pillage, pas de la dissimulation éhontée, pas de la tromperie, non, juste une erreur de communication. Trois fois rien, donc.

## ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS

Je n'avais pas fini de m'étrangler avec le morceau d'anthologie sorti de la plume fourbe de Gaymard que je suis tombé sur une autre escroquerie. Par les temps qui courent, je sens que les journalistes ne vont pas tarder à nous expliquer qu'il s'agit ici aussi d'une simple *erreur de com'* ; et qu'une petite amnistie serait la bienvenue. Car il y a du beau linge de mouillé dans la véritable asso-

ciation de malfaiteurs qui s'est livrée à un hold-up de trois milliards sept cent millions d'euros. Cette bande de mafieux en col blanc, constituée des partis chiraquiens et du parti socialiste a systématiquement pillé, de 1989 à 1997, les budgets destinés à rénover les 471 lycées d'Île-de-France. Le RPR et le PR se partageaient entre eux 1,2 % de la totalité des budgets concernés ; pour sa part, le parti socialiste volait 0,8 % de ces énormes fonds publics.

Ennemis sur la scène médiatique, les pillards de "droite" et les pillards de "gauche" s'entendaient comme larrons en foire pour se partager le butin. Cette complicité silencieuse et efficace en dit plus sur ce qu'ils sont dans la réalité que tous les longs discours dont ils nous assomment.

Comment, en effet, une fortune aussi colossale a-t-elle pu être arrachée des caisses publiques sans attirer l'attention ni de la Cour des comptes, ni de la police, ni de la justice ? Comment des pratiques aussi généralisées ont-elles pu être occultées pendant plus de dix ans ? Le procès qui s'ouvre n'apportera pas de réponse à ces questions. Tout simplement parce qu'un tel vol ne peut se concevoir sans de multiples complicités, sans une corruption systématique qui, au-delà des trois partis en cause touche tous les rouages décisionnels de l'État, jusqu'au plus haut de la pyramide, et qui englobe aussi les entreprises privées.

Ces dernières se sont bien gardées de dénoncer le racket. C'est qu'elles en tiraient profit. Leur silence était la meilleure assurance d'une totale impunité. Elles pouvaient faire pleuvoir les fausses-factures, les sur-facturations, multiplier les fraudes à la qualité, exploiter de façon éhontée des ouvriers (en particulier sans-papiers) sur les chantiers... en toute tranquillité.

Ministres escrocs, entreprises corruptrices, élus corrompus, "gauche" et "droite" unies pour organiser le pillage, salaires minables, énormes bénéfices en bourse, ... joli tableau. Et certains se demandent encore pourquoi nous voulons faire la Révolution.

✎ Xou.

# //// MON QUARTIER À L'HEURE DU MARECHAL



**C**ela a commencé environ un mois avant le ramadan. Un troupeau de CRS, en tenue de combat a fait une descente musclée pour arrêter un jeune dans l'JLM familial. C'était un mercredi, en plein après-midi. Il faisait beau. Tous les gamins du quartier de Reynerie (Toulouse-le-Mirail) étaient dehors. Ils ont assisté au bouclage de l'immeuble, à son invasion par une horde policière. Ils ont vu la mère et la petite sœur (un mètre vingt) conduites violemment au commissariat, ils ont su que tout ça, s'était pour une peccadille... Ça a failli tourner à l'émeute et ça a troublé en profondeur le quartier, qui était plutôt paisible à ce moment là.

Pour une fois, même les adultes se sont sentis visés par cette agression policière disproportionnée. Il y a eu une réaction collective et largement spontanée. Dès le lendemain, nous étions cent cinquante ou deux cents place Abbal, pour protester publiquement et dénoncer les violences policières. Et nous avons été quelques dizaines, pendant les semaines qui ont suivi à nous réunir pour parler des problèmes du quartier et essayer de faire émerger des solidarités entre les générations, entre des habitants aux origines très diverses.

Malgré cette volonté de vivre en paix entre nous, les provocations policières n'ont pas cessé, enclenchant un cycle de révoltes (voitures brûlées, caillassages, ...) et de répression (contrôles intempestifs, arrestations, charges de CRS...).

Hautement symbolique est de ce point de vue la charge de CRS, précédée de tirs de grenades lacrymogènes, du jour de Noël. Il était environ 17 heures et la cible était un groupe d'enfants de 12 ou 13 ans qui jouaient rue de Kiev.

Mais tout ça, ce n'était qu'un début. Une sorte d'entrée en matière. Depuis deux mois, au Mirail comme dans vingt-quatre autres quartiers étiquetés "à mater" répartis dans toute la France, nous vivons comme sous le Maréchal Pétain. C'est le terme qui est venu spontanément à la bouche du plus âgé d'entre nous. C'est vrai qu'il flotte sur le quartier comme un petit parfum d'occupation.

## COMMENT LA POLICE CRÉE DES ZONES DE NON-DROIT.

Le prétexte de cet abus de pouvoir a été largement médiatisé : C'est qu'il existerait des "zones de non-droit", où la police "ne pourrait même pas entrer" et dans lesquelles se dérouleraient des "trafics".

Au Mirail -et sûrement dans les autres quartiers concernés- ce prétexte est parfaitement ridicule.

Comment peut-on en effet affirmer que la police ne "pourrait même pas entrer", alors qu'il y a un gros commissariat, flambant neuf, en plein milieu du grand Mirail, entre Reynerie et Bellefontaine, et des postes de police un peu partout ? La police n'a pas besoin d'entrer : elle est chez nous en permanence ! Notons au passage que, pour nous convaincre de l'utilité de ce commissariat (mis en chantier à la suite du meurtre du jeune Habib par un policier, avec l'appui de tous les partis politiques), on nous avait expliqué qu'après sa construction, ce serait "la fin des violences" et le retour à une vie paisible. Depuis, nous avons le commissariat, les nuisances qui vont avec et moins de tranquillité que jamais.

Quant à la "zone de non-droit", parlons-en. Mais comme il faut : un des droits les plus élémentaires est celui d'aller et de venir. Librement. Quand nous partons de chez nous ou que nous y revenons après le travail, nous traversons, selon les jours, deux, parfois trois barrières filtrantes de police. Le quartier est cerné, bouclé. Toutes les voies d'accès sont obstruées. Jour et nuit. Des groupes de policiers sont également installés à l'intérieur du quartier. D'un barrage, on aperçoit le suivant, pour peu qu'on soit en droite ligne. Il y a parfois moins de deux cent mètres entre deux barrières.

Bien sûr, comme le disait mon voisin -qui, à la quatrième fouille a changé d'avis-, "pourquoi s'inquiéter, si on n'a rien à se reprocher ?". Pourquoi s'inquiéter ? Parce que, traverser ces barrières, c'est s'exposer à être arrêté, devoir exhiber ses papiers (gare au moindre oubli !), être obligé de laisser fouiller son véhicule, avoir à en descendre pour être palpé sur tout son corps par des mains pas vraiment tendres. C'est subir la suspicion, entendre des ricanements et des com-

SUITE PAGE 14

mentaires... C'est perdre beaucoup de temps et être véritablement humilié.

Quand on ne peut pas sortir de chez soi sans subir ce traitement plusieurs fois par semaine, on vit effectivement dans une zone de non-droit. Un non-droit créé de toutes pièces par la police et la justice.

En ce qui concerne les fameux "traffics", nous pouvons être tout aussi clairs : en fouillant les véhicules et les poches, oui, les CRS ont certainement trouvé des barrettes de cannabis, quelques téléphones et auto-radios dérobés, d'autres choses du même niveau. Ils ont peut-être mis la main sur des véhicules volés. Mais, ils pourront fouiller le quartier de fond en comble, ils n'y trouveront pas des trafiquants d'appartements de 600 m<sup>2</sup>, ni des abuseurs de bien sociaux, ni des pilliers de fonds publics, ni tous ceux qui ont profité des "services" de Patrice Alègre. Tous ceux là vivent ailleurs, loin des contrôles. Protégés par les contrôles.

## STRATÉGIE DE LA TENSION

On l'aura compris, c'est à une véritable stratégie de la tension que se livre le pouvoir, avec, comme toujours dans ce cas, deux grands résultats.

Le premier, c'est qu'on enferme les habitants dans leur quartier, dans leur bloc d'immeuble, dans un véritable ghetto. On hésite à aller au cinéma, parce qu'on sait qu'on devra se farcir deux barrages de CRS, dans la nuit, pour revenir à la maison. Donc, on reste sur place.

Vos amies hésitent à venir vous voir. On les comprend : elles n'ont pas envie de subir une palpation appuyée à l'un ou l'autre des barrages policiers. Les contacts avec le monde extérieur se restreignent.

A l'intérieur même du quartier, les gens deviennent plus stressés. C'est étudié pour. Un exemple, vécu ce samedi 26 mars, pendant le week-end pascal. Tout est calme, l'un de nous prend la voiture pour aller en ville. Il n'a pas franchi la frontière du quartier qu'une estafette de CRS, lancée à fond, le double, pile devant lui tandis que deux autres arrivent par derrière, et trois ou quatre par chacune des rues adjacentes. Le voici cerné d'une dizaine d'estafettes. Qu'a-t-il fait ? C'est la guerre ? Non, d'ailleurs, ils ne s'occupent pas de lui, et, tandis qu'il zigzague pour se dégager, des flics bondissent de leurs estafettes, tout équipés de boucliers, d'armes de tir et se lan-

cent sur un talus en direction d'un immeuble. Quelques minutes plus tard quand il revient, il n'y a plus rien. Que s'est-il passé ? Pourquoi cette démonstration abusive de force ? Nous n'en saurons jamais rien. Mais, sans être particulièrement émotif, risquer d'être pris, à tout moment, dans une ambiance de western, c'est pour le moins stressant. Beaucoup d'habitants ne supportent plus ça, en particulier les personnes âgées, encore nombreuses dans le quartier.

Enfermement dans un espace restreint, poussées organisées d'angoisse, c'est la recette pour provoquer la montée des intégrismes. Nous avons déjà des petites filles voilées. Grâce à la politique de Villepin, en moins de deux mois, nous avons vu dans le quartier les premiers garçons aller au collège en djellaba. Et depuis quelques jours, il y a des écoliers, qui, quand l'institut veut leur apprendre une chanson, mettent sur la table une plaquette indiquant qu'un musulman ne chante pas et refusent d'ouvrir la bouche. Ces résultats ont été obtenus, bien sûr, au nom des "valeurs de la République", et ils ne feront que s'épanouir si ça continue.

Le deuxième résultat, c'est d'engraisser la machine à réprimer. Le contrôle permanent et tatillon, les démonstrations de force sur un fond de misère sont autant de provocations qui entraînent des réactions, des "passages à l'acte" individuels ou en groupe. Il arrive qu'un habitant craque et "réponde" à un flic, quand il est contrôlé pour l'énième fois de la journée. Il arrive que la colère fasse flamber des poubelles, des voitures (parfois à quelques mètres seulement d'un barrage policier)... Tout cela est prétexte à de nouveaux contrôles, à plus de pression, à des humiliations, à des arrestations... et cela recommence. L'État voudrait provoquer de nouvelles émeutes au Mirail qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Jour après jour, cela devient une évidence.

## COMBIEN ÇA COÛTE ? POUR QUEL RÉSULTAT ?

Autre aspect à ne pas négliger : cette opération coûte fort cher. Mais le pouvoir, si prompt à faire des économies sur le dos des travailleurs, se garde bien de donner le moindre chiffre. Des centaines de CRS, d'officiers de la Bac, de RG, de policiers de tous ordres sont en permanence sur le quartier. Outre des

salaires grassouillants (voir les dépliants de propagande au commissariat de Bellefontaine), tout ce petit monde touche des primes de nuit, de week-end, de risque... sans compter ce que coûte l'entretien de leur équipement. Le total est obligatoirement faramineux.

Quant au résultat ? Par rapport à l'objectif affiché (avoir un quartier calme), il est nul. Nous vivons une des périodes de plus fortes tensions de ces dix dernières années. L'argent dépensé l'est donc en dépit du bon sens. A moins que l'objectif affiché ne soit pas l'objectif poursuivi, évidemment.

## NE NOUS TROMPONS PAS D'ENNEMI.

Coincés entre la stratégie de la tension étatique, le repli identitaire des uns et la sottise des autres (dont le dernier avatar national est l'appel "contre le racisme anti-blanc"), la voie n'est pas large. Mais, comme ils l'ont fait précédemment, les militants anarcho-sindicalistes du quartier appellent la population à ne pas se tromper d'ennemi.

Nous disons et nous continuerons à dire inlassablement par tous nos moyens que notre ennemi, ce n'est pas notre voisin, avec lequel nous partageons la même misère. Nos vrais ennemis, ce sont ceux qui nous humilient. Qui nous exploitent quand ça leur rapporte et qui nous licencient dès que ça les arrange. Qui augmentent les loyers, l'eau. Qui nous expulsent quand on ne peut plus payer. Qui diminuent les budgets sociaux. Qui ne nous laissent d'autre espoir que d'être parqués dans un ghetto. Alors, ne nous trompons pas. Même si c'est plus difficile que jamais, respectons-nous les uns les autres, soyons solidaires et continuons à agir pour construire un autre futur.

✎ Les habitants CNT-AIT du Mirail.

QUATRE JEUNES PASSERONT EN PROCÈS LE 11 AVRIL À 14 HEURES AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE (PLACE DU SALIN). NOUS IGNORONS LES MOTIFS AVANCÉS POUR LES INCULPER. MAIS NOUS CONNAISSONS LES CAUSES PROFONDES : CE SONT CELLES DÉVELOPPÉES DANS CET ARTICLE. NE LES LAISSONS PAS SEULS FACE À LA RÉPRESSION.

# /// UNE PRISON, ÇA RAPPORTE ÉNORMEMENT

Bouygues, Eiffage Construction, Sodexho-Alliance (Siges et Idex-Sogerex), Suez-Lyonnaise des eaux (Gepsa)... sont en prison. Pour y faire de l'argent, pas à cause de tout ce qu'on peut leur reprocher.

Le système carcéral offre un excellent exemple de l'interpénétration "public-privé". Le partage des tâches est simple : le "service public" fixe les lois permettant les emprisonnements (parlement), régule les flux d'entrée et de sortie de prisonniers (police, justice) et le "service privé" fait ses choux-gras de l'exploitation du système. Le principe de base de cet accouplement monstrueux, c'est la "délégation de service public", que les contrats dits PPP (Partenariats public-privé, loi du 2 juillet 2003) ont porté à son maximum. Avec les PPP, administrations et entreprises ne font pratiquement qu'un pour l'exécution du service, et deux bien distincts pour ce qui concerne les bénéfices.

La gestion en PPP est pour les entreprises privées une manne. Elles espèrent engranger, sur le modèle américain, d'immenses profits. Grâce à un accroissement progressif -et d'ailleurs programmé- de la population carcérale, le système atteindra certainement une forte rentabilité. Les puissantes entreprises qui se sont lancées dans les PPP feront donc, avec tous les moyens dont elles disposent (les médias qu'elles contrôlent, leur copinage politique, la corruption...) tout ce qu'elles peuvent pour que la "justice" matraque de plus en plus l'habitant de base et le fasse passer par la case prison quand il leur conviendra. Leurs bénéfices en dépendent. Leur cotation à la bourse aussi.

L'histoire de la privatisation des prisons vient de loin, mais c'est en 1987 qu'elle a été relancée par Albin Chalandon (gouvernement de droite) avec la construction de 15 000 nouvelles cellules et l'attribution à une même entreprise de la conception, la construction et la gestion d'un établissement pénitentiaire. Sur les 25 prisons prévues par son programme, 21 ont

été construites avec un total de 13 000 cellules.

Suite à la proposition de Pierre Méhaignerie (gouvernement de droite) Elisabeth Guigou (de gauche) décide en 1994 de reconduire la gestion mixte des 21 prisons-Chalandon et de lancer 6 prisons supplémentaires (4 000 cellules de plus). Les bénéficiaires de l'appel d'offre sont alors le groupe Eiffage Construction et le groupe Bouygues. En 2000, un milliard et demi d'euros sont débloqués pour ces constructions. En janvier 2002, l'administration pénitentiaire alloue au groupe Sodexho-Alliance (Siges et Idex-Sogerex) et au groupe Suez-Lyonnaise des eaux (Gepsa) le service de restauration pour 27 prisons.

En 2001, un programme de 35 nouvelles prisons -excusez du peu- est annoncé par Marylise Lebranchu (gouvernement de gauche). En 2002, Perben (gouvernement de droite) rebondit la-dessus. Un nouveau programme de 13 200 cellules est lancé, dont 400 à 600 cellules contre les enfants. Pour aller plus vite, il facilite la tâche des entreprises : elles sont désormais dispensées de la longue procédure prévue dans le Code des marchés publics et elles peuvent obtenir un crédit-bail avec un droit d'occupation temporaire de terrain public. De plus, Perben leur donne la gestion clef en main pour des durées de vingt à trente ans..

L'État est réduit au rôle de locataire (c'est lui qui verse au privé une redevance mensuelle) et de fournisseur (c'est lui qui envoie "gracieusement" les gens en prison, en fonction du besoin des entreprises qui gèrent les taules).

Les entreprises empochent le loyer et les frais de gestion (avec une marge confortable), le "prix de journée" pour l'entretien des prisonniers (sur lequel elles peuvent faire toutes les "économies" possibles), les sur-bénéfices de la "cantine" (tous ce que les prisonniers peuvent acheter -papier hygiénique, enveloppes...- vendu beaucoup plus cher qu'à l'extérieur) et les sur-bénéfices du travail des prisonniers (tenus au rendement et payés des clopinettes). De ce point de vue, la prison constitue l'équivalent d'une délocalisation de la production... les frais de déplacement en moins.

Les prisonniers, jusque-là soumis au seul pouvoir du directeur de prison, ont avec le PPP une double autorité. La première contrôle toujours l'application administrative de la peine, l'autre régit la logistique, le quotidien qui influe à chaque instant sur la vie en détention. Les choses sont encore plus compliquées pour eux.

Et la "Justice" là-dedans ? Il ne peut y avoir de "Justice" quand il n'est question que de profits.

## LANNEMEZAN, BAPAUME, ENSISHEIM...

Samedi 26 février, pour marquer le début de leur 18ème (et 22ème) année d'emprisonnement, des manifestations ont eu lieu, devant les prisons où sont enfermées les prisonniers d'AD. Lannemezan (centre où est détenu Jean-Marc Rouillan) Bapaume (où est emprisonnée Nathalie Ménigon) et Ensisheim (lieu de détention de Georges Cipriani), ainsi qu'à Valence, Saint-Etienne. Des rassemblements ont également eu lieu devant les consulats de France de Barcelone (où était présentée la traduction espagnole du roman de JM Rouillan,

"Je hais les matins") et les ambassades de France de Madrid et d'Athènes. L'initiative en revient à des individualités, d'horizon très divers, regroupées dans le but de les faire libérer.

En ce qui concerne le rassemblement de Lannemezan, plus de deux cents personnes, venues pour une bonne part de Toulouse auxquelles s'étaient jointes des manifestants de toute la région s'y sont retrouvés. Parti à pieds de la gare, le cortège a pu parvenir, sous surveillance, jusqu'aux portes de la Centrale où des inscriptions de solidarité ont été tracées.

Après une heure et demi de présence, les manifestants ont rebroussé chemin et ont fait leurs "au revoir" aux prisonniers en tirant un véritable feu d'artifice, ce qui a été bien accueilli de la majorité des personnes enfermées, même si l'administration a saisi le prétexte pour procéder à une fouille à corps, dans la cour, en plein hiver. Ensuite, le cortège s'est dispersé sans incident.

Pour plus de renseignements : Défense active, 80 rue de Ménilmontant, 75018 Paris.



# VOYAGE D'UN OUVRIER AU PAYS DE LA GÉNÉTIQUE MOLÉCULAIRE

Le jour où je suis entré à l'université fut, pour l'ouvrier que j'étais, un moment de joie profond. J'entrais dans le monde du savoir. Tous les gens que j'allais côtoyer avaient fait des études bien plus étendues que je n'espérais jamais en faire. J'avais été embauché comme menuisier. Ma tâche serait d'aménager les laboratoires et les bureaux des chercheurs. Pendant près de trente ans, je me suis consacré à ce travail. Je dois dire qu'à peu d'exceptions près, j'ai rencontré des gens fort agréables avec moi.

J'ai mis du temps à m'apercevoir que cette qualité de relations était due au fait que je ne représentais pas une concurrence pour eux. C'était un laboratoire qui comprenait plusieurs centaines de personnes. De nombreux étrangers étaient présents, la moyenne d'âge générale était très jeune. Par mes fonctions, j'étais l'une des rares personnes à pouvoir circuler dans les labos sans susciter une quelconque suspicion.

Puis, je fus invité un jour à un pot, nom familier de la célébration d'un événement. Content d'être convié par des gens aussi instruits, je suis venu. J'ai demandé entre deux verres ce que l'on fêtait, un mariage, une naissance ou un anniversaire. Surprise, la personne que je questionnais me répondit qu'il s'agissait de l'accord donné pour la publication d'un article scientifique. C'est ainsi que je suis entré doucement dans un drôle de monde, où sous des apparences très policées, une lutte à couteaux tirés se faisait jour. D'un labo à l'autre, d'un étage à l'autre, ou sur le même étage, des rivalités apparaissaient. Tout cela sous les yeux ébahis du naïf que j'étais.

Confronté quotidiennement à cette situation, j'identifiais les divisions en castes de cet étrange rassemblement. Il y avait

trois sortes de personnes : les titulaires, dont je fis partie assez vite, les étudiants et les "post-docs"\*1.

La première catégorie rassemblait une faune assez disparate, dont le seul commun dénominateur était d'être soit fonctionnaire soit contractuel à vie. Parmi eux on trouvait aussi bien une femme de ménage qu'un professeur. Cette catégorie était divisée en trois sous-parties : les moins que rien, c'est-à-dire tous ceux qui n'avaient pas le grade de techniciens, les techniciens qui formaient un corps particulier comprenant aussi bien celui qui est à la paillasse que l'ingénieur de recherche, qui a un rôle au moins équivalent à celui du grade le plus bas de la corporation des enseignants-chercheurs et, enfin, les chercheurs.

Parmi ces derniers, on trouve les enseignants-chercheurs, aristocratie universitaire désargentée, ainsi que les membres des grandes institutions de la recherche, CNRS ou INSERM ; les trois corps, se soupçonnant mutuellement de ne pas faire de la "vraie" recherche, se partagent en fait le gâteau du pouvoir, celui-ci revenant, pour la plus grosse partie, aux universitaires, obligés par ailleurs de négocier avec leurs collègues l'accès aux financements plus conséquents en provenance des institutions propres de la recherche française.

Une autre catégorie de chercheurs existe ; c'est celle que l'on peut qualifier de "forçats de la recherche". Il s'agit des étudiants en doctorat et des post-docs. Sans eux, il n'y a pas de recherche possible. Ils sont "à la paillasse" nuit et jour. Les étudiants sont complètement soumis à leur directeur de thèse qui leur fournit, selon son humeur, sujet de recherche et moyens de travail. Mais ceci dépend aussi de la place de ce chercheur dans l'architecture du labo. Dans cet institut où je me trouvais, moyens financiers comme humains d'une équipe étaient liés à la relation avec le grand patron. Ils pouvaient varier de façon importante en fonction de la compétence ou de la résistance aux pressions patronales. J'étais moi-même tenu de prendre en compte ces paramètres dans mes interventions, même si tout cela relevait du non-dit et était pour partie invérifiable.

En trente années de présence, j'ai vu nombre d'entre eux s'effondrer en pleurs parce qu'au dernier moment soit leur sujet changeait, soit leurs résultats étaient subtilisés et donnés à un autre étudiant plus avancé, soit confisqués par le patron. Ces étudiants sont les vrais prolétaires de la recherche.

Travaillant dans les mêmes conditions matérielles, mais avec plus d'autonomie, il y a les post-docs. Ce sont souvent des gens très intéressants. Ils ne sont pas soumis comme les étudiants, puisqu'ils ont passé leur doctorat. Ils viennent d'autres laboratoires et souvent d'autres pays. Ils sont alors au maximum de leur capacité inventive, ils ont un potentiel de travail énorme. Ils passent plus de temps au labo que chez eux. C'est le fruit de leur recherche qui va déterminer leur avenir.

C'est dans ce cadre que j'ai découvert ce que voulait dire la mondialisation. Les concurrents les plus immédiats de ce laboratoire n'étaient pas dans la même ville, ni dans le même pays mais en Allemagne, ou au Japon, et, bien sûr, aux Etats-Unis. Cette compétition s'incarne dans la publication d'articles dans des revues scientifiques de renommée mondiale.

Ces publications rythment la vie du laboratoire. Dans le monde de la génétique moléculaire, la concurrence est universelle. Les chefs, professeurs ou directeurs de recherche, vont dans des congrès scientifiques, y puisent des idées, reviennent et lancent les manipulations en urgence. Il s'agit de battre les autres labos. Donc, souvent, on abandonne ce qui se faisait avant et qui était pressé, au profit d'une nouvelle idée qui, une

SUITE PAGE 17

fois bien engagée, va déboucher sur une publication. En fonction de la renommée du responsable du laboratoire, elle sera envoyée à telle ou telle revue, chaque discipline scientifique ayant sa revue préférée. Celle qui surpasse toutes les autres est "Nature". Y être publié correspond à une reconnaissance mondiale. Quand la rédaction de la revue reçoit le manuscrit, elle l'envoie à plusieurs spécialistes (referees) de la question qui diront si cela est publiable ou pas et, si cela l'est, peut-être faudra-t-il approfondir telle ou telle expérience. Pendant la période qui précède l'éventuelle publication, tout le labo va vivre au rythme des nouvelles concernant le manuscrit, accepté, pas accepté. C'est la période dépressive, il va falloir ne pas baisser les bras et chercher une revue d'un standard inférieur qui acceptera de publier. Elles sont plusieurs qui vivent des articles refusés par les autres revues. Un article refusé ne l'est pas forcément parce que la recherche qui y est exposée est mauvaise, mais il peut arriver qu'un des referees en charge de la lecture travaille sur le même sujet ou approchant et préfère éloigner la concurrence.

Si l'article est accepté, sous condition, c'est l'hystérie dans le laboratoire, tout le monde se met à refaire la manip demandée, à trouver des résultats concordants supplémentaires, puis on rédige de nouveau les parties en cause en espérant que la concurrence n'aura pas pris le pas sur vous. Le jour de l'acceptation de l'article est un jour de fête. Un pot est préparé. La politique intérieure du laboratoire entre en ligne à ce moment-là. La date sera choisie en fonction de la présence ou de l'absence du grand patron, selon que l'on veuille marquer son indépendance ou sa reconnaissance. La présence du "chef" ainsi que la durée de sa participation ou son absence alors qu'il est invité donnent des indications précises sur la place de l'équipe et de son chef dans les changements ou extensions ultérieurs du laboratoire. Car la surface d'occupation au sol d'une équipe indique sa place auprès du décideur ultime.

Quand je me suis penché sur les premiers articles, auxquels par ailleurs je ne comprenais rien, je fus frappé par le fait que la signature de l'article comprenait trois, quatre noms et parfois plus. J'ai demandé des explications. Le dernier nom est celui du grand patron, le responsable du ou des labos, le premier est le nom de celui qui a fait le travail, et entre les deux, de ceux qui ont collaborés de plus ou moins près. Il arrive même que dans certaines équipes on ajoute le nom du ou de la technicienne, ça ne mange pas de pain et ça améliore l'ambiance. De ces publications dépend la suite de la carrière des chercheurs, et de plus en plus souvent l'existence même des laboratoires.

Pour les étudiants, pas de doctorat sans publication, soit en auteur principal soit en associé. Pour les chercheurs, pas de progression de carrière si leur nom n'apparaît pas dans les publications de leur laboratoire. Il en est de même pour les techniciens, s'ils travaillent dans un labo qui ne publie pas, ils peuvent dire adieu à un quelconque changement de grade. Cela veut dire que le statut de tout le personnel est garanti par la valeur du travail scientifique qui est confirmé par la communauté scientifique mondiale. Pas seulement par l'acceptation de publication, mais encore par un calcul très sophistiqué du nombre de citations de votre publication dans d'autres publications. Un chercheur peut avoir publié un article dans



une bonne revue, si cet article n'est pas cité un nombre conséquent de fois dans d'autres publications, c'est comme s'il n'existait pas. Les publications de ce chercheur ont alors un effet quasi nul sur son statut.

Dans ces circonstances, tous les coups sont permis. Si le patron du laboratoire ne tient pas la barre d'une main ferme, les résultats passent d'un étudiant à un post-doc ou à un chercheur. Sans beaucoup de scrupules. On rencontre régulièrement des étudiants, révoltés parce qu'un de leurs résultats se retrouvait dans la publication d'un chercheur du labo, ou abattus parce que leur patron de thèse avait changé leur sujet en cours de route, parce qu'il avait besoin de résultats pour son propre travail. Plongé dans ce monde spécial, j'étais tenté de prendre pour acquis ce qui s'y passait, et de l'étendre aux autres laboratoires soit de la

faculté soit de l'université. Mais, très vite, je m'aperçus que le "patron" du laboratoire où je travaillais rassemblait sur sa personne tous les titres, universitaires, CNRS et INSERM. En plus de travailler sur un domaine porteur, la génétique moléculaire, il avait aussi la capacité de lever des fonds français et internationaux. Ce qui lui donnait une indépendance rare vis-à-vis des pouvoirs locaux et une célébrité internationale. En fait, il alliait les avantages du public et ceux du privé. Dans les autres laboratoires où le patron ne jouissait pas des mêmes appuis, ou dont le domaine scientifique était moins à la mode, le manque d'argent se faisait sévèrement sentir. Sous le manteau du service public se cachaient et se cachent toujours des disparités majeures.

Pour moi, ces années passées dans ce milieu ont été extrêmement profitables. J'ai appris qu'instruction ne rimait pas forcément avec éducation. Qu'on pouvait être très "pointu" dans un domaine et totalement ignare dans la vie de tous les jours. Que certains se targuant de leur niveau scientifique se permettaient de juger définitivement d'autre chose. Qu'il ne suffisait pas d'être "chercheur" pour être capable d'avoir une opinion valable sur la Recherche.

Qu'il ne fallait pas laisser la Recherche aux chercheurs.

✦ Pierre Sommermeyer. (Revue "Réfraction", n°13)

P.S Je ne parle ici que de ce que je connais, c'est-à-dire le milieu de la recherche en génétique moléculaire. Le laboratoire auquel je fais allusion comprenait lors de mon départ plus de trois cents personnes et était hébergé dans une université française. De ce nombre important découlent les pratiques que je décris. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les laboratoires plus petits soient à l'abri de ce genre de choses. La valeur scientifique de l'unité dans laquelle je travaillais n'a jamais été reconnue ; nobélisable à plusieurs reprises, son patron a vu à chaque fois le titre lui échapper, alors que dans la même ville, le patron d'un petit laboratoire d'une dizaine de chercheurs était primé.

\*1 : Jeunes chercheurs qui ont déjà un doctorat.



# Courrier

Depuis le début de l'année, de nombreuses journées de mobilisation de la fonction publique ont eu lieu. Cette dernière se divise en trois sous-ensembles : la fonction publique d'État, la fonction publique territoriale, et la fonction publique hospitalière. Tout ceci rassemble selon une source datant du 31 décembre 2001 : 4 755 979 personnes parmi lesquelles on recense 648 966 non-titulaires (ce qui équivaut aux précaires), dont 12,7 % dans la fonction publique d'État, 20 % pour la fonction publique territoriale, et 5 % pour la fonction publique hospitalière. Corrélativement, on note l'accentuation des disparités en fonction des emplois : plus de 99 % de titulaires dans la police municipale contre 74,8 % pour le médico-social, 57,8 % dans le culturel, et seulement 29 % dans l'animation. Cette simple constatation démontre que le phénomène de la précarité et de la flexibilité s'est parfaitement enraciné dans le secteur public qui a été jadis considéré comme "une assurance vie" de l'emploi. Cette dernière facilitait du même coup la progression ou l'élévation du "statut social" de l'individu. Par ailleurs, en 1986 le "temps partiel" ne concernait seulement que 0,7 %

d'hommes contre 12,3 % de femmes de la fonction publique. On constate que le phénomène s'est accentué une décennie plus tard puisque "le temps partiel" se situe chez les hommes à 1,1 %, et à 14,5 % pour les femmes. Une disproportion patente se dévoile ainsi entre les deux sexes. Dans des manifestations nombreuses, les grévistes ont ainsi pu clamer leur ras le bol de la politique de "la France d'en haut". On peut remarquer encore que le corps enseignant a constitué le principal bataillon des cortèges syndicaux\*. L'axe des revendications s'est articulé essentiellement autour du blocage des salaires et du projet de loi du ministre Fillon, qui souhaite repositionner le dispositif du cadre et de la finalité de l'enseignement (le "socle commun des connaissances"). Cette situation actuelle s'inscrit également dans le marasme dans lequel "la France d'en haut" nous immerge par l'élévation répétée du coût de la vie (ou de survie) ; afin qu'elle même puisse naturellement poursuivre l'accumulation du capital (l'institut national de la statistique avance le résultat de + 2,1 % pour l'année précédente). Pendant les années 70-80, "la France d'en

haut" s'est débarrassée des éléments les plus aguerris de la classe ouvrière lors de l'ébauche de "la restructuration bio-politique" par l'anéantissement méthodique des concentrations usinières. Cette dernière a annoncé de surcroît une nouvelle recomposition de classe et elle a été stimulée par l'augmentation de la part de "l'immatérialité du travail" (ex : les emplois de services).

Aujourd'hui "La France d'en haut" se charge de régler son compte à une partie importante de la classe moyenne, en privatisant tout bonnement les services publics hérités du fameux compromis historique de 1945 entre la bourgeoisie et les bureaucrates stalinien du PCF, afin d'accélérer la "paupérisation relative" de celle-ci.

Je pense qu'il est absolument nécessaire d'enrayer cette agression de "la France d'en haut" par une offensive d'ampleur telle qu'elle la fasse apeurer, et qu'elle renoue du même coup avec la vieille crainte de "l'anarchosyndicalisme".

\* A noter qu'une partie des enseignants du privé a parfois manifesté.

✎ C.

## Le droit à la mort

"Suicide mode d'emploi", co-écrit par Claude Guillon et Yves Le Bonniec paraît en 1982 chez Alain Moreau éditeur. Le livre, vendu à près de 100 000 exemplaires et traduit en 5 langues, donne lieu à des polémiques enflammées. On le taxe d'incitation au suicide, le dernier chapitre de l'ouvrage indiquant des recettes médicamenteuses, non infailibles, mais préférables à d'autres techniques de suicide avec lesquelles les risques de ratage et de handicap sont beaucoup plus importants (pendaison, suicide par précipitation, par arme à feu...). L'utilisation de médicaments laissant en outre une marge de temps au suicidaire pour changer d'avis.

Le livre milite donc pour le droit de choisir l'heure de sa mort, de mourir sans souffrance. Suite à la loi de 1987 qui tend à réprimer la provocation au suicide -réintroduisant dans le code pénal une notion qui en avait été chassée à la Révolution- le livre est censuré.

Guillon vient maintenant de publier "Le droit à la mort", où il analyse les réactions provoquées par "suicide mode d'emploi" et les incohérences du discours juridique.

Pour lui, le scandale provient surtout des préoccupations profondément libertaires qui sous-tendent l'ouvrage : en effet, le combat pour le droit à la mort est perçu par lui comme un combat pour la libre disposition du corps, parallèle aux luttes pour le droit à l'avortement et à la contraception. "Le droit à la mort" est aussi une étude de la société et de son rapport à la mort, présentant de nombreux documents symptomatiques : articles de presse parus à la sortie de "suicide mode d'emploi", articles de loi et compte-rendus des procès, mais aussi lettres de lecteurs adressées à Guillon et Le Bonniec, souvent à l'opposé des conceptions moralistes et empreintes d'un certain fatalisme de ceux qui fustigent le livre. Deux conceptions de la vie se font jour à travers ce débat. A ceux qui voient la persévérance dans la vie, quelles que soient les conditions, comme un devoir moral, non dénué d'une certaine religiosité, à ceux pour qui la mort représente le mal, à ceux qui font l'apologie du martyr, Guillon répond que l'individu n'ayant pas choisi de naître, sa liberté la plus essentielle est bien de pouvoir mettre ou non un terme à cette existence.

Certaines lettres de lecteurs sont éloquentes : elles montrent que l'idée de pouvoir mourir dignement et sans souffrance est apaisante, et qu'elle peut aider à vivre mieux.

Ces réflexions autour de la mort et du suicide méritent certainement d'être étudiées attentivement, et ce combat relayé par les militants anarchistes.

✎ Charlotte



# Quand les revendications "féministes" se réduisent à celle d'une "loi-cadre"

En traversant bon nombre de cortèges lors de la manifestation nationale contre les violences faites aux femmes, la demande d'une "loi-cadre" (on peut d'ailleurs se demander ce qu'on entend par "loi-cadre" : s'il s'agit d'une loi que l'on met dans un cadre pour décorer ou si c'est une loi pour protéger les pauvres cadres d'entreprise opprimés ??) était récurrente, autrement dit la sollicitation d'une intervention institutionnelle pour répondre aux violences sexistes, dans une société elle-même fondée sur des rapports de domination, donc qui supposent une certaine forme de violence plus ou moins évidente. En effet, la violence est l'exercice d'un pouvoir, elle institue des rapports hiérarchisés par la domination d'un groupe sur un autre. Elle sous-tend donc un ordre social particulier. Les violences à l'égard des femmes sont l'expression directe de l'ordre patriarcal : coups, sévices sexuels, viols, mariage forcé, mutilations génitales, prostitution... Tous les systèmes de domination se croisent et se renforcent : ainsi l'abolition de l'un passe par l'abolition de tous les autres, étant données leurs interactions complexes et leur dynamique d'asservissement commune. Si nous les féministes, avons pris conscience de notre oppression spécifique liée au seul fait d'être femme, solliciter une loi spécifique perpétue cette spécificité et ne peut contribuer à forger un projet égalitaire, débarrassé des discriminations quelles qu'elles soient, des divisions et des particularismes. Nous serions alors confinées dans notre statut "genre", carcan social puissant et donc dans le statu-quo. Pour être efficaces, nous devons sortir du giron institutionnel, entrave à notre garantie d'autonomie dans nos luttes. Nous ne serions sinon que dans des velléités vouées à l'échec et fatalement emprisonnées dans nos contradictions.

On a pu se rendre compte que l'accès des femmes aux sphères de pouvoir est un leurre, car l'on tombe dans le réformisme qui ne remet en cause ni le pouvoir ni les rôles de soumission, et par là-même conduit à l'abandon des luttes, voire à l'oubli du mouvement rupturiste des années 70 qui a permis une véritable prise de conscience sur la condition des femmes, les mécanismes de l'assignation des genres et leur reproduction. L'émergence des femmes dans les sphères institutionnelles légitime un rapport de domination d'une classe sur une autre, c'est-à-dire un contrôle des institutions sur les individu(e)s. La présence des femmes dans ces instances ne représente pas une avancée en soi, sinon une reproduction de la référence masculine avec ses attributs "naturels" de pouvoir. Le féminisme institutionnel réformiste est le fait d'une classe sociale privilégiée qui n'a pas d'intérêt à bouleverser l'ordre établi. Il serait absurde de demander à l'État de combattre des violences que lui-même génère et dont il se nourrit. Le recours étatique ne paraît qu'une illusion au vu de son système judiciaire contrôlé uniquement par des hommes ou par une pensée androcentrique et phallograte. Cette domination masculine s'inscrit dans les rouages de l'économie capitaliste dotée de ses instruments de propagande consumériste, notamment l'appropriation du corps des femmes par la publicité, dans les médias... Sous couvert de "libération sexuelle", on assiste à une marchandisation du corps des femmes qui constitue une violence quotidienne (sous des formes plus ou moins insidieuses) dans un contexte de capitalisme sauvage. Nous, en tant qu'individu-e-s, nous pensons que la déconstruction des rapports sociaux de sexe ne passera pas par les jeux de pouvoir, véritables tours de passe-passe, mis en place par la société capitaliste, mais par la création propre de nos rapports entre individus émancipés en dehors des formatages traditionnels.



## AGENDA

### MILLAU

SAMEDI 9 AVRIL, À 15 HEURES, SALLE DU CREA

Réunion publique CNT\_AIT :

"L'Anarchosyndicalisme"

pour adresse consultez le site <http://cnt-ait.info>

### TOULOUSE

VENDREDI 6 MAI À 20H30

Petite salle du Sénéchal, rue de rémusat

Réunion publique CNT\_AIT :

"POURQUOI NOUS NE TRAVAILLERONS PAS LE LUNDI DE PENTECÔTE"

#### \_ PERMANENCE PUBLIQUE

au siège du syndicat, tous les samedis de 17h à 19h  
(la rue St Rémésy est parallèle à la rue Pharaon)

#### \_ TABLES DE PRESSE :

Tous les dimanches à partir de 10h30 : marché aux puces Saint-Sernin

Tous les mardis entre 12h30 & 13h30 : R.U du Mirail (section universitaire ATOS et JL)

Dans les quartiers : tables de presse régulières, se renseigner auprès du syndicat.

### MONTAUBAN

CNT AIT B.P. 158, 82001

#### \_ TABLE DE PRESSE

tous les samedis à partir de 10h30 : marché Prax Paris

### TARBES

#### \_ TABLE DE PRESSE

Le dimanche de 10 à 12 h. : marché aux vêtements (halle Mercadieu).

### QUERCY-ROUERGUE. AVEYRON - MILLAU

\_ Ecrire à la CNT-AIT de Montauban qui transmettra...  
Une table de presse est en préparation sur Millau. Pour y participer, contactez-nous.

### PROCHAIN COMBAT SYNDICALISTE

\_ Le prochain numéro du "Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées", n° 91, daté de juin - juillet - août, paraîtra début juin.

### CONTACTS JEUNES LIBERTAIRES

Les J.L. regroupent des jeunes (lycéens, apprentis, chômeurs, salariés, étudiants), qui se reconnaissent dans les valeurs de la CNT-AIT. Pour tout contact :

Le samedi (15/19 h),

7 rue St Rémésy à Toulouse.

Site : <http://anarchie.net/jeunes-libertaires>

# NOUS NE TRAVAILLERONS PAS LE LUNDI DE PENTECÔTE.

Durant la canicule de l'été 2003, l'incurie de ceux qui nous gouvernent a provoqué la mort de plus de 15 000 personnes. Pour masquer leur responsabilité, les politiciens ont eu le culot de nous culpabiliser et de vouloir nous imposer une journée de travail non rémunérée. Nous savons tous que l'argent qu'ils escomptent ainsi récolter n'ira jamais aux personnes âgées. Après l'arnaque aux 35 heures, le retour en force de la flexibilité, les heures supplémentaires mal payées, voilà encore un nouveau degré de franchi dans l'exploitation. Tout cela participe de l'éternelle logique Etat-Patron qui vise à masquer les vrais problèmes sociaux. Les centrales syndicales ont, comme à leur habitude, collaboré à la mise en place de cette nouvelle corvée, véritable retour aux mœurs de l'ancien régime quand on réquisitionnait les serfs pour travailler gratuitement pour les seigneurs.

Dans le département du Gard, pour cause de Feria marchande, la "punition" était prévue pour le lundi de Pâques. Dans un silence syndical assourdissant, seuls les anarcho-syndicalistes de la CNT-AIT déclarèrent publiquement qu'ils n'iraient pas travailler ce jour-là. Interpellées par de nombreux salariés, les centrales syndicales, prisonnières de leur logique de collaboration, ont proposé des simulacres d'action du type " jour de formation syndicale ". Refusant ces faux-semblants ridicules par rapport à l'enjeu, 80% des enseignants du département ne sont pas allés travailler ce jour-là.

La CNT-AIT qui, 15 jours avant, avait appelé clairement à la grève, ne peut que se féliciter de ce mouvement spontané. Les salariés du Gard nous ont montré la voie : la désobéissance massive aux exigences du pouvoir.

CONTRE LE SERVAGE ET LA CORVÉE.  
SEULE LA GRÈVE DIRA CLAIREMENT NOTRE REFUS.  
NOUS NE TRAVAILLERONS PAS LE 16 MAI.

CNT-AIT. UL DE TOULOUSE. 7 RUE ST. RÉMÉSÝ. 31000 TOULOUSE

Pour recevoir gratuitement et sans engagement les prochains numéros du "COMBAT SYNDICALISTE" de Midi-Pyrénées et des informations sur les activités de la CNT / AIT, renvoyez ce bon à l'adresse : CNT-AIT, 7 rue St REMESY, 31000 TOULOUSE

Nom :

Prénom :

Adresse :

(Ne pas oublier le N° de bâtiment si besoin, ni le code postal)